



# Conseil économique et social

Distr. générale  
20 février 2018  
Français  
Original : anglais

## Commission économique pour l'Europe

### Comité exécutif de la CEE

#### Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

##### Vingt-quatrième session

Genève, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2018

Point 7 c) de l'ordre du jour provisoire

##### Recommandations et normes :

##### Questions connexes à noter et pour information

## Projet de rapport régional 2017 de la CEE sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier\*

### Résumé

L'internationalisation de la production et des chaînes d'approvisionnement offre aux pays en développement ou en transition de nouvelles possibilités de s'intégrer dans l'économie mondiale, ce qui fait de la simplification des procédures commerciales internationales une priorité stratégique. L'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entré en vigueur en février 2017, répond à ce besoin.

Les commissions régionales de l'ONU, en partenariat avec d'autres grands organismes des Nations Unies, se sont engagées à aider les États membres à mettre en œuvre l'AFE. Le présent rapport s'inscrit dans cet engagement, et les recommandations et normes techniques élaborées par la Commission économique pour l'Europe (CEE) et le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) sont des outils de mise en œuvre essentiels non seulement pour la région de la CEE, mais également pour d'autres régions du monde entier.

Le deuxième rapport régional de la CEE sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier met en lumière la mise en œuvre de l'AFE dans des pays d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie centrale. Il répertorie les domaines dans lesquels d'importants progrès ont été réalisés, et il aide les gouvernements des pays de la CEE à ajuster leurs politiques et à combler les lacunes juridiques, réglementaires et techniques existantes.

\* Le présent document a été soumis avec retard en raison d'une transmission tardive des informations y relatives.



## I. Introduction

### A. Historique et objectifs

1. La facilitation du commerce consiste à rationaliser et à simplifier le commerce international, en particulier les procédures d'importation et d'exportation, les prescriptions en matière de transit et les procédures appliquées par les douanes et d'autres organismes (CEE/CEFACT-ONU). Du fait de la croissance rapide des échanges internationaux, qui tient en partie à la réduction des droits de douane et des quotas, il est désormais évident que, pour que l'ouverture des marchés mondiaux bénéficie à tous les pays, il faut d'urgence remédier à la question des procédures commerciales dépassées, complexes et inefficaces. Bien que la facilitation du commerce ne soit pas un sujet nouveau, la récente entrée en vigueur de l'AFE (février 2017) l'a placée tout en haut de l'ordre du jour régional et mondial en matière de commerce.

2. Il est clairement établi qu'en simplifiant et en modernisant les procédures commerciales, les pays peuvent gagner en compétitivité et accroître leurs flux commerciaux, ce qui se traduit par une augmentation des recettes publiques et d'autres avantages socioéconomiques découlant de l'accroissement des échanges, tels que la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2014).

3. Pour les pays en développement ou en transition, la réduction des coûts commerciaux est un enjeu particulièrement important qui doit leur permettre d'accéder aux réseaux de production internationaux et de faire du commerce un facteur efficace de croissance et de développement durable. Toutefois, les coûts commerciaux supportés par la plupart des régions en développement, notamment entre elles, demeurent beaucoup plus élevés que ceux qui ont cours entre les pays développés. Par exemple, selon la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce, les coûts commerciaux des pays à revenu élevé de l'Union européenne qui sont parvenus à une intégration économique poussée s'élèvent en moyenne à 42 % de la valeur des biens échangés, tandis que cette proportion atteint 67 % pour les échanges entre les pays de l'UE-3 (Allemagne, France et Royaume-Uni), d'une part, et les États-Unis d'Amérique d'autre part (voir tableau 1). En revanche, les coûts commerciaux supportés par les pays à revenu intermédiaire membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui feront bientôt partie de la Communauté économique de l'ASEAN, atteignent toujours 76 %. D'autres régions en développement doivent supporter des coûts commerciaux nettement plus considérables – en moyenne deux à trois fois plus élevés que ceux des pays développés –, qui atteignent 150 % entre l'UE-3 et les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale.

4. Selon des études récentes, une grande partie des réductions des coûts commerciaux réalisées au cours de la dernière décennie tiendrait à l'élimination ou à la réduction des droits de douane<sup>1</sup>. Pour que cette tendance se poursuive, il faudra s'attaquer aux composantes non tarifaires des coûts commerciaux (telles que l'inadéquation des infrastructures et des services de transport et de logistique) et assouplir les lourdes procédures réglementaires et les exigences pesantes en matière de documentation. En effet, la facilitation du commerce (la simplification et l'harmonisation des procédures d'importation, d'exportation et de transit), notamment le commerce sans papier (l'utilisation et l'échange de données et de documents électroniques à l'appui des transactions commerciales), revêt une importance croissante, comme en témoignent la récente entrée en vigueur de l'AFE et les initiatives régionales telles que l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2011), Asia-Pacific Trade and Investment Report 2011, Nations Unies, consultable à l'adresse <http://www.unescap.org/resources/asia-pacific-trade-and-investment-report-2011-post-crisis-trade-and-investment>.

<sup>2</sup> <http://www.unescap.org/resources/framework-agreement-facilitation-cross-border-paperless-trade-asia-and-pacific>.

Tableau 1

**Coûts commerciaux totaux intrarégionaux et extrarégionaux par région  
(hors droits de douane), 2010-2015**

Région	ASEAN-4	Asie de l'Est-3	Asie du Nord et Asie centrale-4	AUS-NZ	UE-3
ASEAN-4	76 %				
	(6,7 %)				
Asie de l'Est-3	76 %	51 %			
	(4,1 %)	(-2,9 %)			
Asie du Nord et Asie centrale-4	343 %	167 %	116 %		
	(5,4 %)	(-9,9 %)	(-0,9 %)		
AUS-NZ	101 %	87 %	341 %	51 %	
	(2,9 %)	(-5,4 %)	(-4,9 %)	(-4,9 %)	
UE-3	105 %	84 %	150 %	108 %	42 %
	(-3,4 %)	(-3,4 %)	(-7,1 %)	(-2,3 %)	(-8,1 %)
États-Unis	86 %	63 %	174 %	100 %	67 %
	(8,0 %)	(0,4 %)	(-3,5 %)	(2,9 %)	(0,4 %)

Source : CESAP. Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce (mise à jour de juin 2015).

Note : Les coûts commerciaux peuvent être considérés comme équivalant à des droits de douane supplémentaires. Les variations en pourcentage par rapport à la période 2004-2009 sont données entre parenthèses.

ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; AUS : Australie ; UE : Union européenne ; NZ : Nouvelle-Zélande. ASEAN-4 : Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande. Asie de l'Est-3 : Chine, Japon et République de Corée ; Asie du Nord et Asie centrale-4 : Chine, Géorgie, Kazakhstan et Kirghizistan ; AUS-NZ : Australie et Nouvelle-Zélande ; UE-3 : Allemagne, France et Royaume-Uni.

<http://databank.worldbank.org/data/views/variableselection/selectvariables.aspx?source=escap-world-bank-international-trade-costs>.

5. Pour suivre la mise en œuvre des réformes de facilitation du commerce, notamment l'instauration de systèmes de guichet unique et la prise de mesures en faveur de l'échange électronique de données et de documents commerciaux, les commissions régionales de l'ONU ont réalisé deux enquêtes mondiales, en 2015 et 2017, dans le cadre de leur stratégie commune en matière de facilitation du commerce. Elles se sont appuyées sur les débats tenus lors du Forum mondial sur la facilitation du commerce de 2013<sup>3</sup> et sur l'étude régionale menée par la CESAP depuis 2012.

6. Sur la base des résultats de l'Enquête mondiale 2017, les auteurs du présent rapport ont pour objectif d'évaluer dans quelle mesure la région de la CEE a progressé dans les domaines de la facilitation du commerce et du commerce sans papier par rapport aux données de l'Enquête mondiale 2015 (CEE, 2015). Ainsi, le rapport indique dans quelle mesure la région est prête à commencer à mettre en œuvre les nouvelles dispositions de l'AFE. Il contribuera à ce que les gouvernements des pays de la CEE concentrent leurs efforts dans les domaines où il faut ajuster les politiques et combler les lacunes juridiques, réglementaires et techniques existantes, y compris dans le cadre des programmes de coopération internationale. Les auteurs ont recensé les domaines où d'importants progrès ont été réalisés, ainsi que ceux où des difficultés de mise en œuvre subsistent.

<sup>3</sup> Le Forum mondial sur la facilitation du commerce, organisé conjointement par l'ensemble des commissions régionales de l'ONU, a eu lieu à Bangkok en novembre 2013. Voir <http://www.unescap.org/events/global-trade-facilitation-conference-2013>.

7. L'Enquête mondiale sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier a été réalisée par les commissions régionales de l'ONU (Commission économique pour l'Afrique (CEA), CEE, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), CESAP et Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)) en collaboration avec l'OCDE, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et des organisations régionales telles que la Commission économique eurasiennne, afin que ces organismes puissent recueillir auprès de leurs États membres des données et des informations concernant la facilitation des échanges et le commerce sans papier. L'enquête porte sur l'application de certaines mesures importantes de l'AFE et d'autres mesures visant à favoriser le commerce dématérialisé (c'est-à-dire la réalisation de transactions sur la base de données et de documentation électroniques plutôt que physiques).

8. L'Enquête mondiale sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier sera réalisée à intervalles réguliers (au moins tous les deux ans) afin de suivre les progrès accomplis. Les résultats obtenus devraient permettre aux pays de mieux comprendre et suivre le processus de mise en œuvre de la facilitation du commerce, de recenser les bonnes pratiques et les besoins techniques, de soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des faits et d'encourager la mise en commun de connaissances entre régions.

## **B. Méthode et instruments utilisés pour l'établissement du rapport**

9. Le présent rapport régional 2017 de la CEE comprend deux sections : la section A (Mesures de facilitation du commerce) contient 38 questions à choix multiple regroupées en six catégories, à savoir Mesures générales de facilitation du commerce (Transparence, Formalités, et Dispositifs institutionnels et coopération), Commerce sans papier, Commerce international sans papier et Facilitation du transit. La section B (Inclusivité de la facilitation du commerce), qui figure pour la première fois dans l'Enquête mondiale, comporte neuf questions regroupées en trois catégories, à savoir Facilitation du commerce et PME, Facilitation du commerce et agriculture, et Participation des femmes à la facilitation du commerce.

10. Les mesures générales de facilitation du commerce – ainsi que les mesures de facilitation du transit – figurent pour la plupart dans l'AFE. En revanche, la plupart des mesures destinées à favoriser le commerce sans papier (en particulier celles qui concernent le commerce international dématérialisé et le caractère inclusif de la facilitation du commerce) ne font pas spécifiquement partie de l'AFE, mais leur mise en œuvre, dans de nombreux cas, favoriserait la mise en œuvre d'un grand nombre des mesures générales de facilitation du commerce<sup>4</sup>.

11. La démarche en trois étapes élaborée par la CESAP a été adaptée par la CEE au vu des spécificités du contexte régional (voir encadré 1). Des données ont été collectées de janvier à juillet 2017. Chacune des mesures de facilitation incluses dans l'enquête a été évaluée en fonction de son degré d'application : « pleinement appliquée », « partiellement appliquée », « appliquée à titre expérimental » ou « non appliquée ». Un coefficient de pondération de respectivement 3, 2, 1 et 0 a été attribué à chacun des quatre niveaux d'application pour calculer les notes de mise en œuvre des mesures individuelles dans les différents pays, régions ou catégories (voir annexe I). En raison de la disponibilité limitée des données relatives à la section B, il n'a pas été possible de mener une analyse complète.

<sup>4</sup> C'est-à-dire la mise en œuvre au-delà du niveau minimum requis pour assurer la conformité totale avec l'AFE.

Tableau 2

**Mesures de facilitation du commerce utilisées pour le calcul des résultats**

<b>Section A</b>		
<b>Mesures générales de facilitation du commerce</b>	<b>Transparence</b>	2. Publication sur Internet de la réglementation en vigueur en matière d'import-export 3. Consultation des parties prenantes sur les nouveaux projets de règlement (avant leur finalisation) 4. Publication/notification préalable des nouveaux règlements avant leur mise en œuvre (par exemple, 30 jours avant) 5. Décision anticipée (sur la classification tarifaire) 9. Mécanisme d'appel indépendant (permettant aux opérateurs de faire appel des décisions des douanes et d'autres organismes de contrôle commercial pertinents)
	<b>Formalités</b>	6. Gestion des risques (pour décider si un envoi fera ou non l'objet d'une inspection physique) 7. Traitement avant l'arrivée 8. Contrôle après dédouanement 10. Séparation de la mainlevée après détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions 11. Calcul et publication des délais moyens de mainlevée 12. Mesures de facilitation du commerce en faveur des opérateurs agréés 13. Envois accélérés 14. Acceptation des copies sur papier ou sous forme électronique des documents justificatifs requis pour les formalités d'importation, d'exportation ou de transit
	<b>Dispositifs institutionnels et coopération</b>	1. Création d'un comité national de facilitation des échanges ou d'un organe similaire 31. Coopération sur le terrain entre les agences au niveau national 32. Délégation, par les organismes publics, des contrôles aux autorités douanières 33. Harmonisation des horaires de travail aux postes frontière entre les pays voisins 34. Harmonisation des formalités et procédures aux postes frontière entre les pays voisins
<b>Commerce sans papier</b>		15. Mise en place d'un système douanier électronique/automatisé (par exemple, SYDONIA) 16. Connexion Internet à la disposition des douanes et des autres organismes de contrôle du commerce dans les postes frontière 17. Système de guichet unique électronique 18. Transmission électronique des déclarations en douane 19. Demande et délivrance des licences commerciales par voie électronique 20. Transmission électronique des manifestes de cargaison 21. Transmission électronique des manifestes de fret aérien

		<p>22. Demande et délivrance des certificats d'origine préférentielle par voie électronique</p> <p>23. Paiement électronique des droits de douane et des redevances douanières</p> <p>24. Transmission électronique des demandes de remboursement des droits de douane</p>
<b>Commerce sans papier</b>		
		<p>25. Existence de lois et de règlements régissant les transactions électroniques (par exemple, loi sur le commerce électronique ou les transactions électroniques)</p> <p>26. Émission par une autorité de certification reconnue de certificats numériques permettant aux opérateurs d'effectuer des transactions électroniques</p> <p>27. Participation à l'échange de données électroniques liées au commerce international</p> <p>28. Échange électronique des certificats d'origine entre les pays</p> <p>29. Échange électronique des certificats sanitaires et phytosanitaires entre les pays</p> <p>30. Obtention par les banques et les assureurs de lettres de crédit par voie électronique, sans soumission de documents papier</p>
<b>Commerce international sans papier</b>		
		<p>35. Accord(s) de facilitation du transit avec le(s) pays voisin(s)</p> <p>36. Limitation par les autorités douanières des inspections physiques de marchandises et mise en œuvre d'une évaluation des risques</p> <p>37. Appui au traitement avant l'arrivée pour la facilitation du transit</p> <p>38. Coopération entre les organismes des pays concernés par le transit</p>
<b>Facilitation du transit</b>		
<b>Section B</b>		
Inclusivité de la facilitation du commerce	<b>Facilitation du commerce et PME</b>	<p>39. Mise en place de mesures de facilitation du commerce qui garantissent aux PME un accès facile et abordable aux informations relatives au commerce</p> <p>40. Élaboration de mesures spécifiques qui permettent aux PME de bénéficier plus facilement du régime des opérateurs économiques agréés</p> <p>41. Mise en place de mesures visant à faciliter l'accès des PME aux guichets uniques (par exemple en leur fournissant des services de consultation technique et de formation sur l'inscription et sur l'utilisation du guichet)</p> <p>42. Mise en place de mesures visant à assurer que les PME sont bien représentées dans les comités nationaux de facilitation du commerce et qu'elles y jouent un rôle clef</p>
	<b>Facilitation du commerce et agriculture</b>	<p>43. Centres d'essai et laboratoires équipés pour garantir le respect des normes sanitaires et phytosanitaires nationales</p> <p>44. Existence d'organismes nationaux de normalisation et d'accréditation chargés du respect des normes sanitaires et phytosanitaires nationales</p> <p>45. Automatisation des procédures de demande, de vérification et de délivrance des certificats sanitaires et phytosanitaires</p>
	<b>Participation des femmes à la facilitation du commerce</b>	<p>46. Prise en compte spécifique du genre dans la politique/stratégie de facilitation du commerce</p> <p>47. Adoption de mesures de facilitation en faveur des femmes qui participent au commerce</p>

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

12. Le présent rapport régional de la CEE porte sur 36 pays, répartis en huit groupes :
- Caucase et Turquie (3 pays) : Arménie, Azerbaïdjan et Turquie ;
  - Asie centrale (4 pays) : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan ;
  - Europe de l'Est (3 pays) : Bélarus, Moldova et Ukraine ;
  - Union européenne, Norvège et Suisse (20 pays) : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse ;
  - Amérique du Nord (1 pays) : Canada ;
  - Fédération de Russie ;
  - Europe du Sud-Est (4 pays) : Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie ;
  - Pays en développement sans littoral (8 pays) : Arménie, Azerbaïdjan, ex-République yougoslave de Macédoine, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan et Tadjikistan.

### C. Utilisation du rapport et des données collectées

13. Afin de rendre l'enquête aussi transparente et utile que possible, les ensembles de données régionales et mondiales sont accessibles par l'intermédiaire des correspondants des commissions régionales de l'ONU dont les coordonnées figurent sur le site Web consacré à l'enquête<sup>5</sup>.

#### Encadré 1

#### **Une démarche en trois étapes pour la collecte et la validation des données**

**Étape 1. Soumission de données par des experts** : Les commissions régionales de l'ONU ont envoyé l'instrument d'enquête à certains experts de la facilitation du commerce (issus du secteur public, du secteur privé ou du milieu universitaire) pour collecter des informations préliminaires. Le questionnaire a également été rendu public en ligne et diffusé avec l'appui de l'OCDE, du Centre du commerce international et de la CNUCED, ainsi que du CEFACT-ONU et du Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce et le transport sans papier en Asie-Pacifique. Dans certains cas, le questionnaire a été envoyé aux autorités ou agences nationales compétentes en matière de facilitation du commerce, aux partenaires régionaux pour la facilitation du commerce ou à des organisations telles que la Commission économique eurasiennne, l'ASEAN et l'Organisation douanière d'Océanie.

**Étape 2. Vérification des données par les secrétariats des commissions régionales de l'ONU** : Les commissions régionales ont recoupé les données recueillies à l'étape 1. Afin d'approfondir la vérification des données, des recherches documentaires ont été menées et les commissions régionales et les partenaires de l'enquête ont procédé à des échanges de données. Des entretiens en face-à-face ou par téléphone ont au besoin été réalisés avec des répondants clefs afin de recueillir des renseignements complémentaires. L'étape 2 a permis d'établir un ensemble cohérent de réponses par pays.

**Étape 3. Validation des données par les gouvernements nationaux (cette étape a été suivie par certaines commissions régionales, notamment la CEE et la CESAP)** : Les secrétariats des commissions régionales ont envoyé le questionnaire rempli aux gouvernements pour donner à chaque pays la possibilité d'examiner l'ensemble des données et de fournir des informations complémentaires. Les commentaires des pays ont été pris en compte dans la version finale des ensembles de données.

<sup>5</sup> <https://unnext.unescap.org/content/global-survey-trade-facilitation-and-paperless-trade-implementation-2017>.

14. Les chercheurs et les spécialistes de l'analyse des politiques sont vivement encouragés à utiliser les données de l'enquête pour contribuer à une meilleure compréhension des incidences qu'ont les diverses mesures de facilitation du commerce et pour appuyer l'élaboration de politiques fondées sur l'analyse des faits. Les parties prenantes qui souhaitent communiquer des informations susceptibles d'aider les responsables de l'enquête à améliorer ou à enrichir l'ensemble de données peuvent prendre contact avec les coordonnateurs des commissions régionales de l'ONU. Sous réserve de la disponibilité des ressources, les commissions régionales (avec le soutien de partenaires volontaires) s'efforceront de réaliser l'étude tous les deux ans.

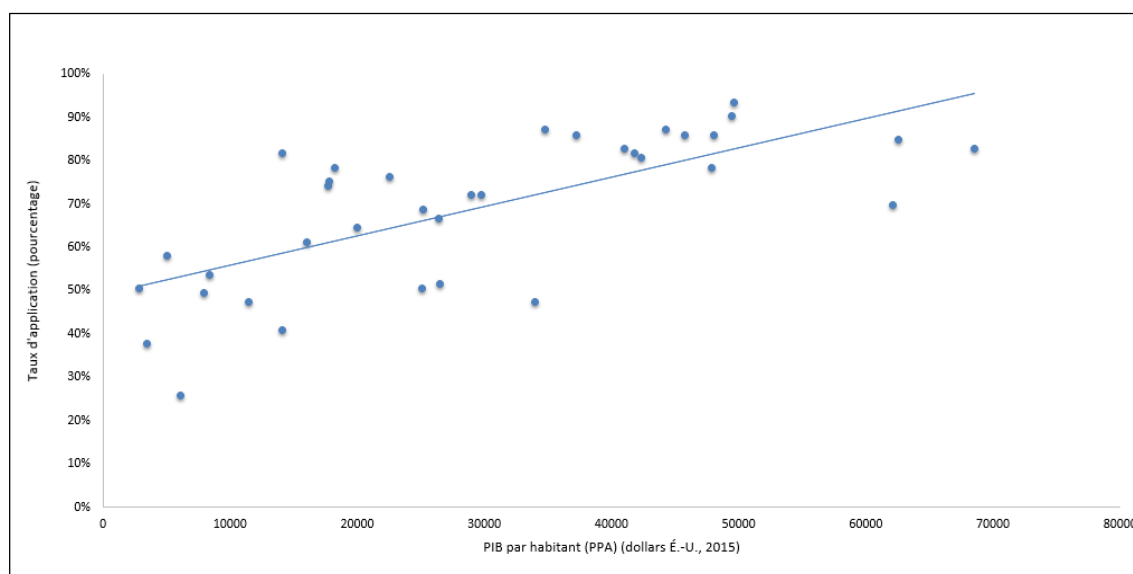
## II. Application des mesures de facilitation du commerce : aperçu général

### A. Application des mesures de facilitation du commerce et PIB par habitant

15. Globalement, les pays plus avancés de la région parviennent mieux que les pays plus petits ou moins avancés à faciliter leurs procédures commerciales et affichent des taux d'application plus élevés. La figure I met en évidence l'existence d'une corrélation positive entre la facilitation du commerce et le PIB par habitant en ce qui concerne 36 États membres de la CEE, parmi lesquels figurent aussi bien des pays avancés que des pays en transition, dont des pays en développement sans littoral.

Figure I

**Facilitation du commerce et PIB par habitant des États membres de la CEE**  
(Taux d'application (pourcentage))



Source : Enquête mondiale sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier et Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2017).

16. Comme le montre la figure ci-dessus, le PIB par habitant est directement corrélé au taux d'application des mesures de facilitation du commerce. La raison en est peut-être que les pays qui sont tributaires du commerce ou qui ont défini des trajectoires commerciales appliquent davantage les mesures de facilitation du commerce, qui font partie intégrante de l'infrastructure d'appui au commerce. Le taux d'application de ces mesures excède 75 % dans la plupart des pays avancés, y compris au Canada, en Suisse et dans les pays membres de l'UE. Aux Pays-Bas et en Autriche, il est même encore plus élevé (supérieur à 90 % dans chacune des catégories de mesures). En revanche, les pays en transition, dont plusieurs pays d'Europe orientale, tendent à afficher un taux plus faible.



17. Cette tendance connaît toutefois des exceptions. Ainsi, l'ex-République yougoslave de Macédoine, dont le PIB par habitant se situe juste au-dessus de 14 000 dollars des États-Unis, affiche un taux impressionnant de 82 %. Comme l'indique l'édition 2017 du rapport Doing Business de la Banque mondiale, elle est parvenue à se hisser parmi les 30 premiers pays dans le classement selon le critère du commerce international, en mettant efficacement à profit les réformes qui avaient été entreprises au cours de la dernière décennie dans le domaine des douanes et de la facilitation du commerce, tout particulièrement en ce qui concernait la disponibilité des renseignements, la participation des acteurs du commerce, les décisions anticipées, les procédures d'appel, les redevances et impositions, la simplification et l'harmonisation des documents commerciaux, l'automatisation et la rationalisation des procédures et la coopération (externe et interne) entre les organismes présents aux frontières (voir encadré 2).

#### Encadré 2

#### **Réformes visant à faciliter le commerce instituées en ex-République yougoslave de Macédoine**

L'ex-République yougoslave de Macédoine se classe à la première place parmi les pays en développement examinés dans la région de la CEE en 2017. Elle a obtenu de très bons résultats pour la plupart des mesures générales de facilitation du commerce figurant dans l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC. Elle a également atteint le niveau maximum d'application s'agissant des mesures destinées à renforcer la transparence (accès aux renseignements, consultation des parties prenantes et mécanisme d'appel). Elle y est parvenue en mettant efficacement à profit les réformes récentes, qui lui ont permis de mettre pleinement en œuvre les mesures concernées. Les autorités ont mis en place le Registre électronique national unique de la réglementation (ENER), qui offre aux acteurs du commerce la possibilité de consulter et de commenter tout projet de loi dix jours au moins avant qu'il n'entre en vigueur. Le secteur privé peut ainsi participer au processus d'élaboration de la réglementation. L'ex-République yougoslave de Macédoine a réalisé des progrès tout aussi considérables dans la catégorie des mesures liées au commerce sans papier. Elle applique en particulier, parmi d'autres dispositions relatives à ce dernier, l'échange électronique de certificats d'origine et de certificats sanitaires et phytosanitaires avec l'Albanie, le Kosovo et la Serbie via le système SEED, ce qui permet d'accélérer les procédures douanières, de réduire les risques et de faciliter le commerce licite dans les Balkans occidentaux.

*Source* : ENER- New mechanism for public-private dialogue, Ministère de la société de l'information et de l'administration, <http://www.mio.gov.mk>.

*Fiche projet n° 14* : Systematic Electronic Exchange of Data (SEED) in the Western Balkans, <https://ec.europa.eu>.

18. Il semble exister un certain degré d'hétérogénéité même entre les pays dont les résultats économiques sont pourtant similaires. Ainsi, parmi les pays avancés, la Suisse et la Norvège, qui comptent toutes deux un PIB par habitant d'environ 62 000 dollars É.-U., affichent des taux d'application des mesures de facilitation du commerce relativement différents (respectivement 84,95 % et 69,89 %). L'Espagne et Malte, deux pays membres de l'UE dont le PIB par habitant est approximativement de 34 000 dollars É.-U., présentent respectivement un taux de 87 % et de 47 %. Parmi les pays en transition, la Fédération de Russie et le Kazakhstan, qui appartiennent tous les deux à l'Union économique eurasiennne et dont le PIB par habitant se situe juste au-dessus de 25 000 dollars É.-U., enregistrent respectivement un taux de 68,82 % et de 50,54 %.

19. Ces chiffres suggèrent que des variables autres que le revenu par habitant sont à prendre en considération pour comprendre les résultats obtenus par les différents pays dans le cadre de l'Enquête mondiale 2017. Ces variables sont en l'occurrence les suivantes : les capacités institutionnelles nationales ; la participation à des mécanismes d'intégration économique tels que l'UE ou les accords de libre-échange, qui comportent des engagements de large portée en matière de facilitation du commerce (par exemple, Espace économique européen) ; et les facteurs géographiques, dont la qualité de pays sans littoral.

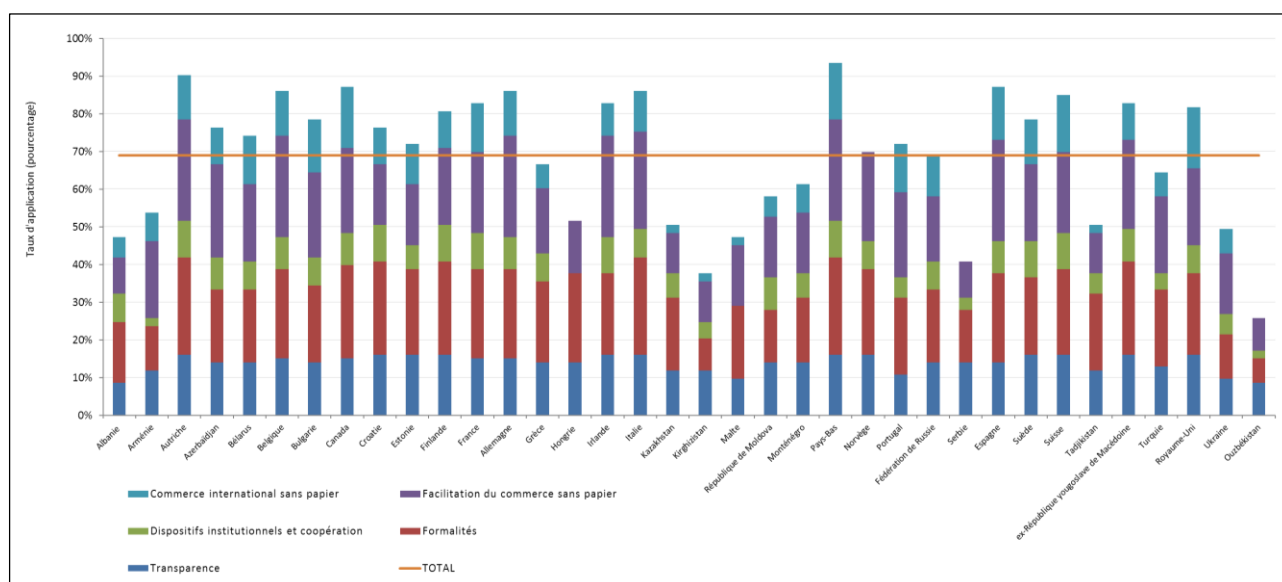
20. Pour ce qui est des accords de libre-échange, les pays de la région de la CEE sont parties à plusieurs d'entre eux. Selon une étude menée par l'OCDE, les accords de ce type sont de nature à faciliter le commerce et à améliorer l'accès aux marchés, en permettant notamment d'harmoniser les règles d'origine, d'éliminer les mesures limitant les concessions tarifaires et d'interdire les restrictions à l'exportation. Cela étant, les régimes préférentiels qu'ils établissent peuvent créer des conditions discriminatoires envers les pays non signataires (CNUCED, 2011). La mise en œuvre d'accords internationaux tels que l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC et l'utilisation des normes internationales de facilitation du commerce et de commerce électronique, dont les recommandations et outils du CEFACT-ONU, permettent de réduire ce risque et d'harmoniser les procédures commerciales au niveau mondial.

## B. Taux d'application des mesures de facilitation du commerce

21. La figure II indique pour chaque pays le taux global d'application des mesures relatives à la facilitation du commerce et au commerce sans papier, en pourcentage de la note maximale possible (93)<sup>6</sup>. Ce taux prend en compte le taux d'application de chaque catégorie de mesures (Formalités, Transparence, etc.) par rapport au taux maximal d'application (100 %) de toutes les mesures.

Figure II

### Application globale des mesures de facilitation du commerce dans les États membres de la CEE



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

22. Le taux d'application des mesures de facilitation du commerce est plutôt hétérogène. Les 36 pays membres de la CEE interrogés en 2017 présentent un taux moyen de 69 %. C'est plus que le taux moyen (62 %) affiché par les 27 États membres de la CEE étudiés dans le cadre de l'enquête 2015 sur la facilitation du commerce et la mise en œuvre du commerce sans papier<sup>7</sup>.

23. Un peu plus du tiers des pays avancés (13 pays), situés majoritairement en Europe et en Amérique du Nord, affichent un taux d'application de 80 % et plus. Parmi l'ensemble des pays, 31 %, soit 11 d'entre eux, présentent un taux inférieur à 60 %, voire inférieur à 50 % (6 pays). Ces pays se trouvent pour la plupart en Europe méridionale et en Asie centrale.

<sup>6</sup> L'enquête comprenait 31 questions regroupées en différentes catégories (transparence, formalités, dispositifs institutionnels, facilitation du commerce sans papier et commerce international sans papier) et chaque réponse était notée de 0 à 3.

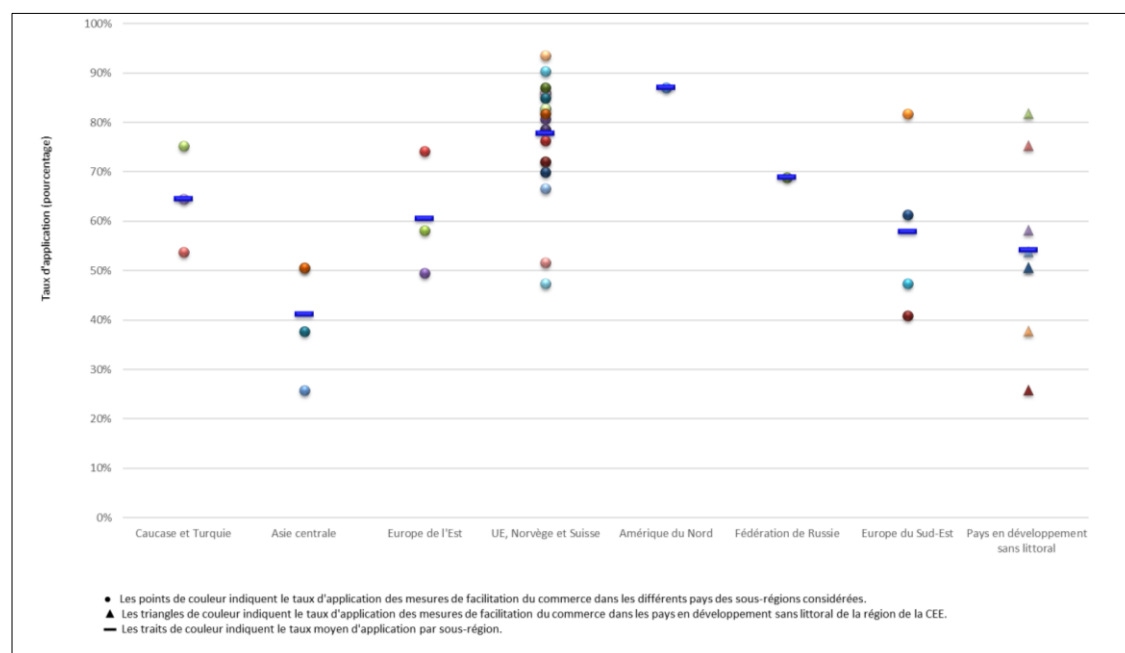
<sup>7</sup> Voir CEE, Trade Facilitation and Paperless Trade Implementation Survey 2015, Europe and Central Asia Report.

## C. Facilitation du commerce dans les sous-régions de la CEE

24. La figure III indique le taux moyen de mise en œuvre dans les États membres de la CEE, répartis en différents groupes (sous-régions géographiques et pays en développement sans littoral). En raison d'une hétérogénéité géographique, due notamment à la sous-région de l'Amérique du Nord, l'analyse de cette figure est quelque peu complexe.

Figure III

**Application des mesures de facilitation du commerce dans les sous-régions et dans les pays en développement sans littoral, 2017**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

### Encadré 3

#### Le commerce sans papier au Bélarus

Le Bélarus fait partie des pays en développement qui affichent les meilleurs résultats en matière de commerce international sans papier parmi les États membres de la CEE examinés en 2017. Ces dernières années, il a modifié un grand nombre de ses règlements au profit de procédures douanières sans papier. En 2012, 95 % des documents douaniers étaient délivrés sous forme électronique. En 2017, ce taux avait grimpé à 99 %, selon les autorités douanières bélarussiennes. Mise en place en 2008, la déclaration d'exportation électronique peut être prête en moins de quarante minutes si les documents d'accompagnement sont disponibles et sont en ordre. Le fait de soumettre les documents aux autorités douanières par voie électronique permet d'accélérer les démarches douanières et de réduire les coûts financiers supportés par ceux qui mènent des activités économiques à l'étranger. L'initiative fait partie du plan du Gouvernement visant à mettre à disposition sous forme électronique 25 des procédures les plus employées, le but étant de faciliter la transition du pays vers les normes internationales.

Source : Comité national des douanes de la République du Bélarus, <http://www.customs.gov.by>.

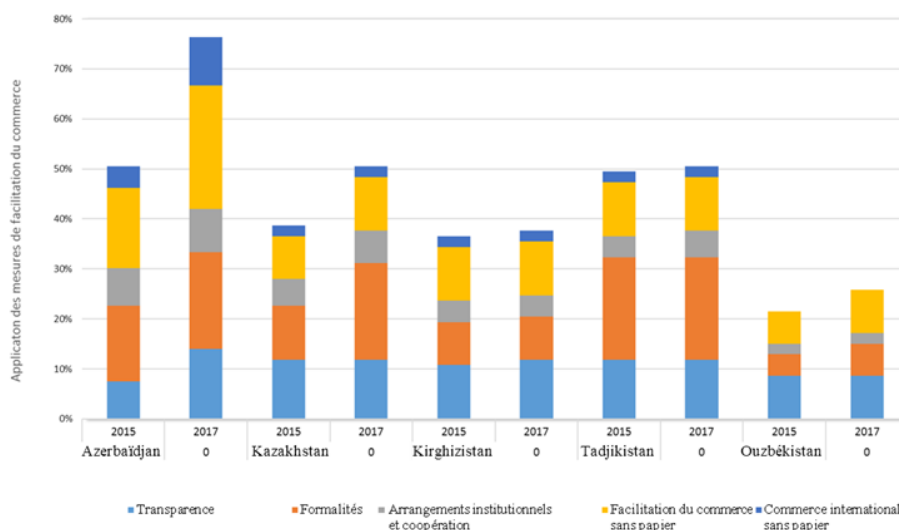
25. La sous-région de l'UE, de la Norvège et de la Suisse affiche le meilleur taux d'application (78 %) après la sous-région de l'Amérique du Nord (87 %), constituée en l'espèce du seul Canada. Vient ensuite la Fédération de Russie avec un taux correspondant à la moyenne pour la région de la CEE (69 %). Les autres sous-régions, dont le Caucase et la Turquie, l'Europe de l'Est et l'Europe du Sud-Est, présentent des taux allant de 58 % à 65 %. En Asie centrale, le taux moyen s'établit à 41 %, en hausse de 5 points de pourcentage par rapport à 2015. Les pays en développement sans littoral, qui englobent les

pays d'Asie centrale, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la République de Moldova, font un peu mieux avec un taux de 54 %, grâce principalement aux taux élevés affichés par l'ex-République yougoslave de Macédoine et l'Azerbaïdjan.

26. Le taux d'application des mesures de facilitation du commerce varie même au sein des sous-régions. Preuve en est l'Europe du Sud-Est, où il s'établit au plus haut à 83 % et au plus bas à 41 %. Le constat vaut également pour la sous-région de l'UE, de la Norvège et de la Suisse, où Malte et la Hongrie se situent considérablement au-dessous de la moyenne en affichant respectivement un taux de 47 % et de 52 %.

#### Encadré 4

##### Évolution en Asie centrale



Depuis la dernière enquête, qui date de 2015, les pays d'Asie centrale ont tous fait des progrès dans l'application des mesures des différentes catégories relatives à la facilitation du commerce et au commerce sans papier, principalement dans celle de la catégorie Formalités, suivie des catégories Commerce sans papier et Transparence. Globalement, c'est l'Azerbaïdjan qui a réalisé le plus de progrès entre 2015 et 2017. Il a enregistré le taux d'application le plus élevé (75,27 %) en 2017 et a également doublé ses résultats dans les catégories Commerce international sans papier et Transparence. Après l'Azerbaïdjan vient le Kazakhstan, qui présente un taux de 50,54 % et a donné un coup de fouet important dans la catégorie Formalités ces deux dernières années. De son côté, le Tadjikistan a légèrement amélioré ses résultats depuis 2015 et présentait le même taux d'application que le Kazakhstan en 2017. Le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont eux aussi accru leurs chiffres, quoiqu'en valeur nominale. Ils continuent toutefois d'afficher des taux respectifs de 37,63 % et de 25,81 %, ce qui exige qu'ils redoublent d'efforts.

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

## D. Mesures de facilitation du commerce les plus et les moins appliquées

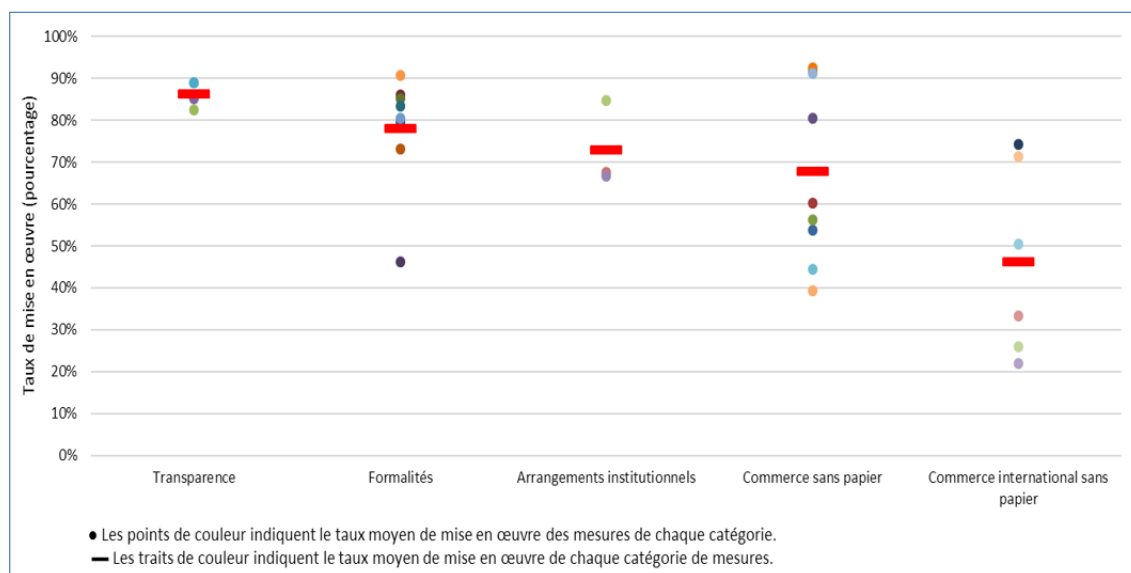
27. La figure IV indique le taux moyen d'application de chacune des mesures des six catégories. Comme il en ressort, en 2017, les mesures de facilitation du commerce qui ont été les plus appliquées sont celles de la catégorie Transparence, à laquelle correspond un taux moyen d'application dans la région de la CEE de 86 %. Au nombre des mesures de cette catégorie figure notamment la publication sur Internet des réglementations en matière d'import-export, qui est celle dont le taux est le plus élevé (89 %). En 2015 aussi, la catégorie Transparence était celle qui était la plus mise en œuvre dans la région de la CEE, avec un taux moyen de 80 %<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Voir CEE, Trade Facilitation and Paperless Trade Implementation Survey 2015, Europe and Central Asia Report.

28. Le taux moyen d'application dans la catégorie Formalités s'établit à environ 78 %, ce qui constitue une amélioration par rapport à la moyenne de 70 % relevée en 2015. Parmi les mesures de cette catégorie, c'est la gestion des risques qui affiche le taux le plus élevé (90 %) et le calcul et la publication des délais moyens de mainlevée le taux le plus faible (44 %).

Figure IV

**Application des mesures de facilitation du commerce par catégorie : moyenne dans la région de la CEE**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

29. La catégorie Dispositifs institutionnels affiche un taux moyen d'application de 74 %, contre 67 % en 2015. Parmi les mesures de cette catégorie, la création d'un comité national de facilitation des échanges est celle qui a été la moins appliquée (68 %). Pour la catégorie Commerce sans papier, le taux moyen est passé de 62 % en 2015 à 68 % en 2017. La dernière catégorie de mesures (Commerce international sans papier) est celle qui présente le taux le plus faible par rapport au taux régional moyen (46 %) et elle n'a connu aucune amélioration depuis 2015 (47 %)<sup>9</sup>. Le tableau 3 indique quelles mesures sont respectivement les plus et les moins appliquées par rapport au taux moyen relevé dans la région de la CEE.

Tableau 3

**Mesures de facilitation du commerce les plus et les moins appliquées dans la région de la CEE, par catégorie (2017)**

Catégorie	Mesure la plus appliquée	Taux d'application	Mesure la moins appliquée	Taux d'application
Transparence	Publication sur Internet des réglementations existantes en matière d'import-export	89 %	Publication/notification préalable des nouveaux règlements avant leur mise en œuvre	81 %
Formalités	Gestion des risques	90 %	Calcul et publication des délais moyens de mainlevée	44 %

<sup>9</sup> Voir CEE, Trade Facilitation and Paperless Trade Implementation Survey 2015, Europe and Central Asia Report.

Catégorie	Mesure la plus appliquée	Taux d'application	Mesure la moins appliquée	Taux d'application
Dispositifs institutionnels	Existence au niveau national d'un cadre législatif et de dispositifs institutionnels propres à garantir la coopération entre les différents organismes présents aux frontières	86 %	Création d'un comité national de facilitation des échanges	68 %
Commerce sans papier	Mise en place d'un système douanier électronique/automatisé	93 %	Transmission électronique des demandes de remboursement des droits de douane	39 %
Commerce international sans papier	Existence de lois et règlements régissant les transactions électroniques	74 %	Échange électronique des certificats d'origine	22 %
Facilitation du transit	Limitation par les autorités douanières des inspections physiques de marchandises et mise en œuvre d'une évaluation des risques	82 %	Coopération entre les organismes des pays concernés par le transit	80 %

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

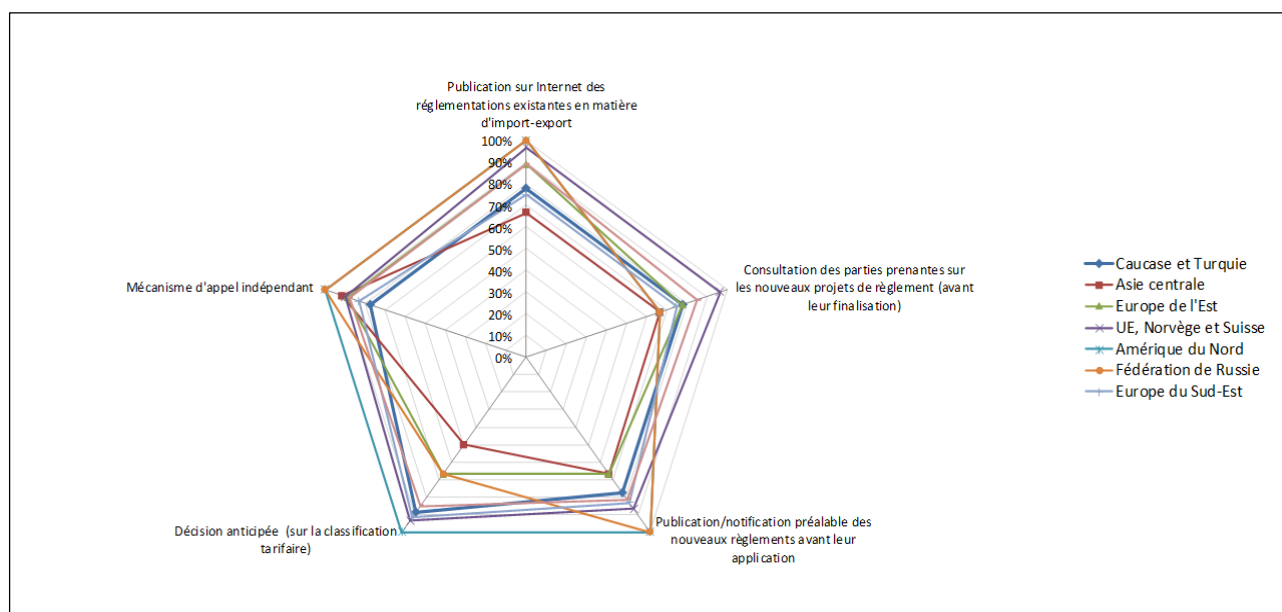
### III. Examen plus détaillé de l'application de mesures de facilitation du commerce

#### A. Transparence

30. La transparence est un élément important de la facilitation du commerce, car ce ne sont pas seulement les restrictions découlant des politiques douanières ou internes qui sont importantes dans le cadre du commerce bilatéral mais aussi la manière dont ces politiques sont conçues et imposées. Rendre les politiques commerciales plus prévisibles permet de réduire les incertitudes et donc les coûts supportés par les entreprises.

31. Dans la région de la CEE, la catégorie Transparence est celle des six qui a enregistré le plus fort taux d'application, avec un taux moyen de 86 %, nettement supérieur à la moyenne de 69 % pour l'ensemble des mesures. Les mesures de cette catégorie font aussi partie des dispositions fondamentales de l'AFE. Un examen plus détaillé de cette catégorie s'impose donc (voir fig. V).

Figure V

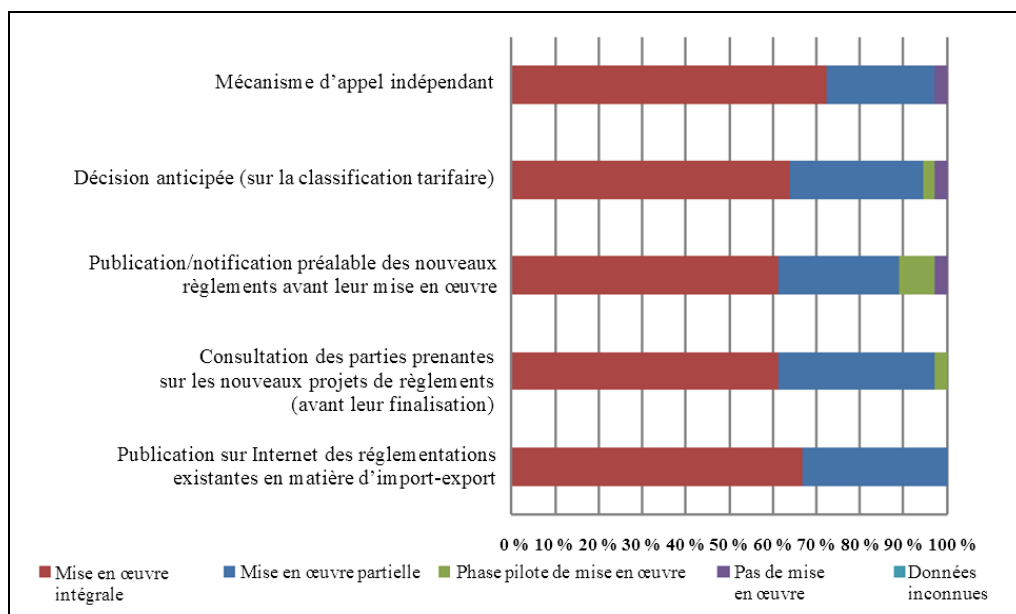
**Application des mesures de la catégorie Transparence dans la région de la CEE (2017)**

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

32. Des progrès notables ont été accomplis dans cette catégorie de mesures dans presque toutes les sous-régions, y compris l'Asie centrale, comme en témoignent les faibles variations des taux d'application d'une sous-région à l'autre. Les deux mesures les plus souvent appliquées dans cette catégorie sont la publication sur Internet de la réglementation en vigueur en matière d'import-export et le mécanisme d'appel indépendant – ce qui montre que les acteurs du commerce ont un meilleur accès aux réglementations en matière d'import-export et qu'il est plus probable que ceux-ci passent en revue les droits visant leurs marchandises. Toutefois, des améliorations restent nécessaires en matière de décision anticipée (sur la classification tarifaire) dans quelques sous-régions, dont l'Asie centrale, l'Europe de l'Est et la Fédération de Russie.

33. La figure VI montre quel pourcentage de pays a mis en œuvre chacune des mesures relevant de cette catégorie. Dans l'ensemble, l'état d'avancement de l'application est encourageant, la plupart des pays ayant pleinement ou partiellement mis en œuvre les différentes mesures recensées dans cette catégorie. Tous les pays ont pleinement ou partiellement publié sur Internet leur réglementation en vigueur en matière d'import-export. Un pourcentage légèrement moins important des pays (97 %) a instauré un mécanisme d'appel indépendant. La mesure qui a été la moins mise en œuvre, tout en l'étant par la majorité des pays (88 %), est la publication/notification préalable des nouveaux règlements avant leur mise en œuvre.

Figure VI  
**État de l'application des mesures de la catégorie Transparence (2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

## B. Formalités

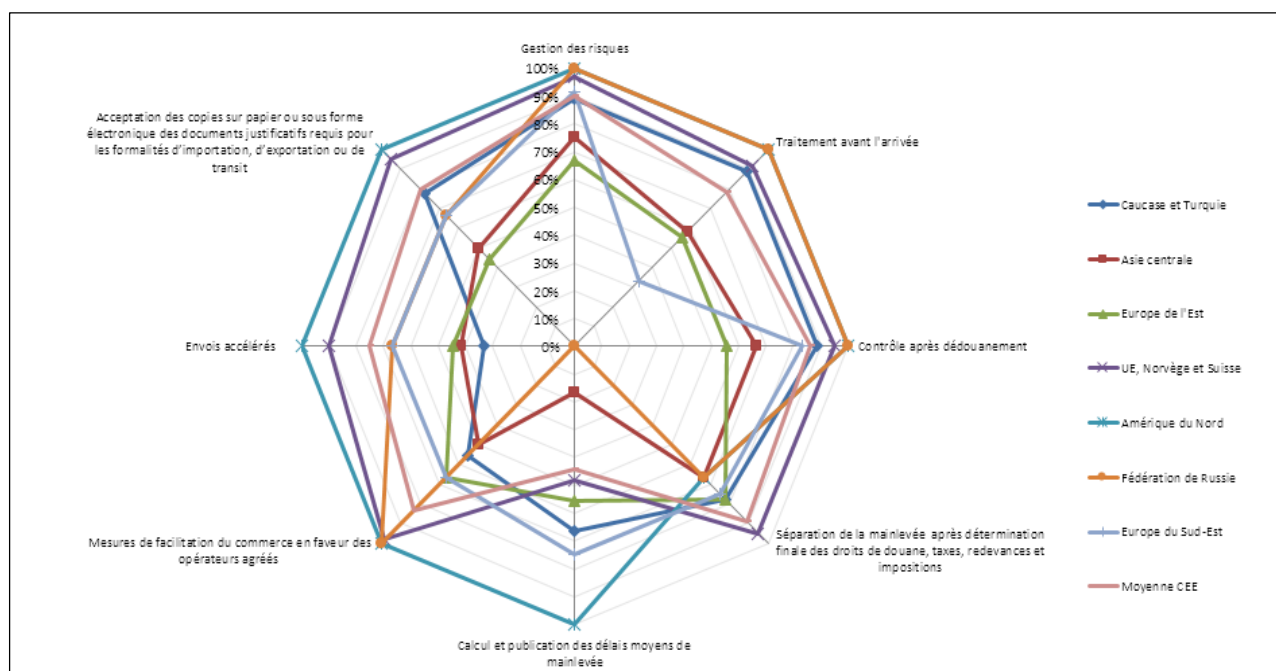
34. Les huit mesures de la catégorie Formalités figurent aussi dans l'AFE. Le taux moyen d'application des mesures de cette catégorie atteint environ 78 % dans tous les pays interrogés. Compte tenu de la diversité des mesures prévues, il est à noter que ce taux est supérieur au taux moyen pour l'ensemble des mesures visées par l'enquête (69 %).

35. Toutefois, dans cette catégorie, l'application ne semble pas suivre de schéma type. Comme on le voit dans la figure VII, les sous-régions ont atteint différents stades de mise en œuvre, indépendamment de leur situation économique. La région de l'Amérique du Nord (Canada) arrive en tête : toutes les mesures ont été pleinement appliquées, sauf la séparation de la mainlevée après détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions. Le taux de mise en œuvre est aussi élevé dans tous les pays du groupe Union européenne, Norvège et Suisse, où il s'établit entre 90 % et 100 %, sauf pour le calcul et la publication des délais moyens de mainlevée, dont le taux d'application n'est que de 48 %.

36. D'une manière générale, la mesure consistant à publier les délais moyens de mainlevée n'est que peu appliquée. Dans d'autres sous-régions, dont l'Asie centrale et la Fédération de Russie, cette mesure n'a pas été mise en œuvre ou sa mise en œuvre a très peu progressé, ce qui pourrait montrer qu'une assistance technique serait nécessaire pour en promouvoir l'application. La mesure relative à l'acceptation des copies sur papier ou sous forme électronique des documents est appliquée de façon inégale, avec un taux n'atteignant qu'environ 50 % dans les sous-régions de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est. La figure ci-dessous montre que les mesures relatives à la gestion des risques, à la facilitation du commerce en faveur des opérateurs agréés, au traitement avant l'arrivée et au contrôle après dédouanement ont été adoptées dans toutes les sous-régions sauf l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, où des progrès sont nécessaires.

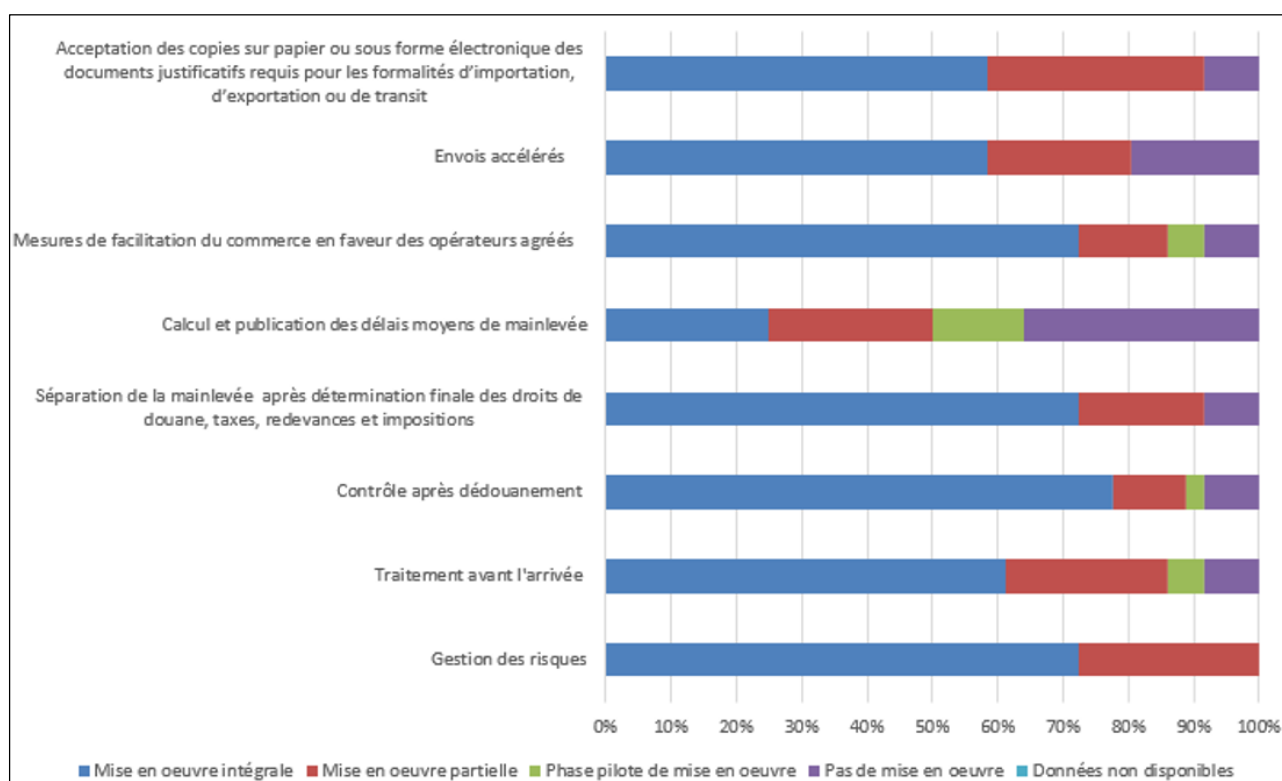


Figure VII  
Application dans les sous-régions de la CEE des mesures de la catégorie Formalités (2017)



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

Figure VIII  
État de l'application des mesures de la catégorie Formalités (2017)



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

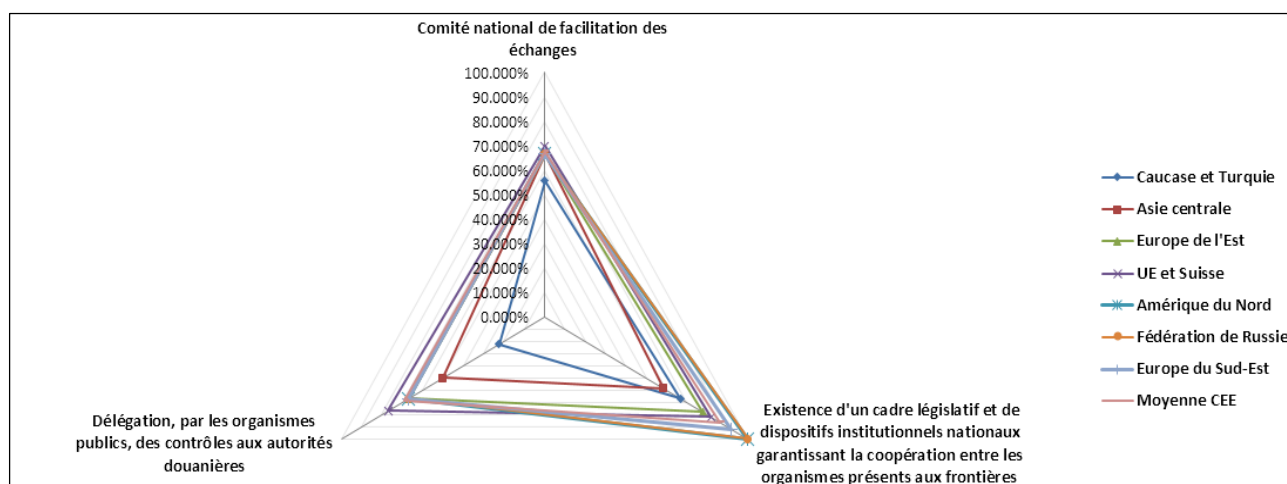
37. Dans la catégorie Formalités également, les taux globaux d'application, montrés dans la figure VIII, varient beaucoup d'une mesure à l'autre. Tous les pays ont pleinement ou partiellement appliqué la mesure relative à la gestion des risques. Viennent ensuite l'acceptation des copies sur papier ou sous forme électronique des documents justificatifs requis pour les formalités d'importation, d'exportation ou de transit et la séparation de la mainlevée après détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions, deux mesures que plus de 90 % des pays ont pleinement ou partiellement mises en œuvre. En revanche, seulement 50 % des pays ont pleinement ou partiellement appliqué la mesure prévoyant le calcul et la publication des délais moyens de mainlevée. L'enquête de 2015 avait dégagé la même tendance.

### C. Dispositifs institutionnels

38. La catégorie Dispositifs institutionnels comprend des mesures essentielles d'appui aux réformes visant à faciliter le commerce, notamment la création de comités nationaux de facilitation des échanges, la délégation, par les organismes publics, des contrôles aux autorités douanières et la mise en place d'un cadre législatif national et de dispositifs institutionnels garantissant que les organismes présents aux frontières coopèrent entre eux. Cet ensemble de mesures donne une indication du degré de préparation du cadre institutionnel et réglementaire qui doit permettre à ces institutions de promouvoir la simplification des processus et procédures régissant le commerce international.

Figure IX

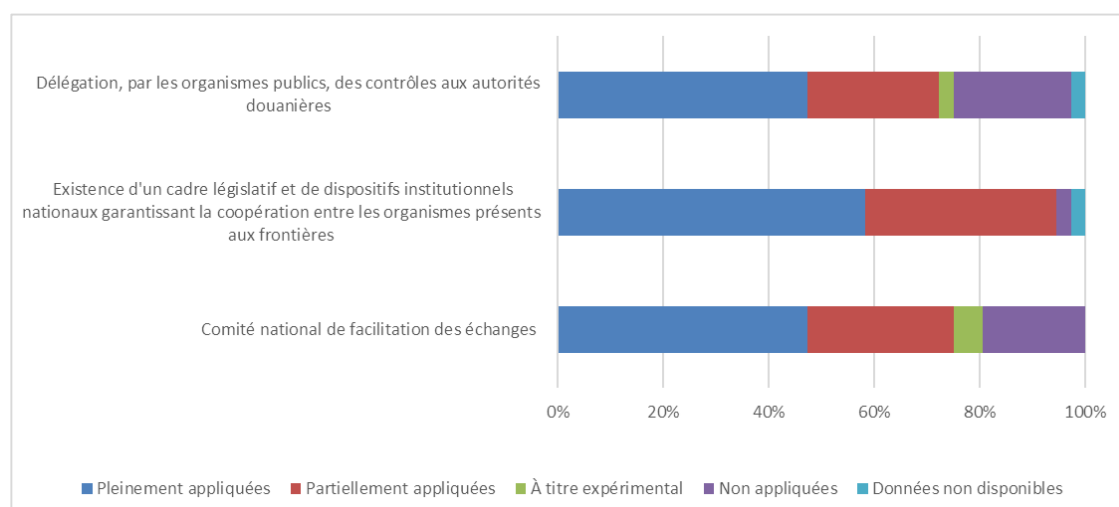
**Application dans les sous-régions de la CEE des mesures de la catégorie Dispositifs institutionnels (2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

39. Il ressort de la figure IX que des progrès ont été réalisés dans la plupart des sous-régions en matière de cadre législatif national, et que des dispositifs institutionnels garantissent la coopération entre les organismes présents aux frontières. La mesure prévoyant la création d'un comité national de la facilitation des échanges, qui a fait couler beaucoup d'encre et fait partie des obligations des parties à l'AFE (par. 2 de l'art. 23), a été peu appliquée au niveau de l'ensemble sous-régions, le taux d'application le plus élevé étant de 70 %, dans le groupe composé de l'Union européenne, de la Norvège et de la Suisse. Or l'expérience montre que cette disposition apparaît comme l'une des conditions préalables à l'élaboration, à l'adoption et à la mise en œuvre efficace de nombreuses mesures de facilitation du commerce. En 2015, afin d'appuyer les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre cette mesure, la CEE a établi la version révisée de la recommandation n° 4 relative aux organismes nationaux de facilitation du commerce et les directives s'y rapportant, et élaboré la recommandation n° 40, intitulée « Méthodes de consultation : meilleures pratiques de consultation des milieux économiques et des pouvoirs publics sur les questions de facilitation du commerce ». La mesure prévoyant la délégation, par les organismes publics, des contrôles aux autorités douanières est aussi assez couramment appliquée, sauf dans la sous-région du Caucase et de la Turquie et dans celle de l'Asie centrale, où les taux de mise en œuvre sont de 22 % et 50 %, respectivement.

Figure X

**État de l'application des mesures de la catégorie Dispositifs institutionnels (2017)**

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

40. Les taux d'application de ces mesures sont indiqués dans la figure X. La mesure prévoyant la mise en place de cadres législatifs nationaux et de dispositifs institutionnels garantissant que les organismes présents aux frontières coopèrent entre eux a été mise en œuvre par la plupart des pays (94 %). Toutefois, seulement les trois quarts des pays examinés ont créé un comité national de facilitation des échanges et fait en sorte que les organismes publics délèguent des contrôles aux autorités douanières, ce qui montre que davantage d'efforts sont nécessaires dans ce domaine.

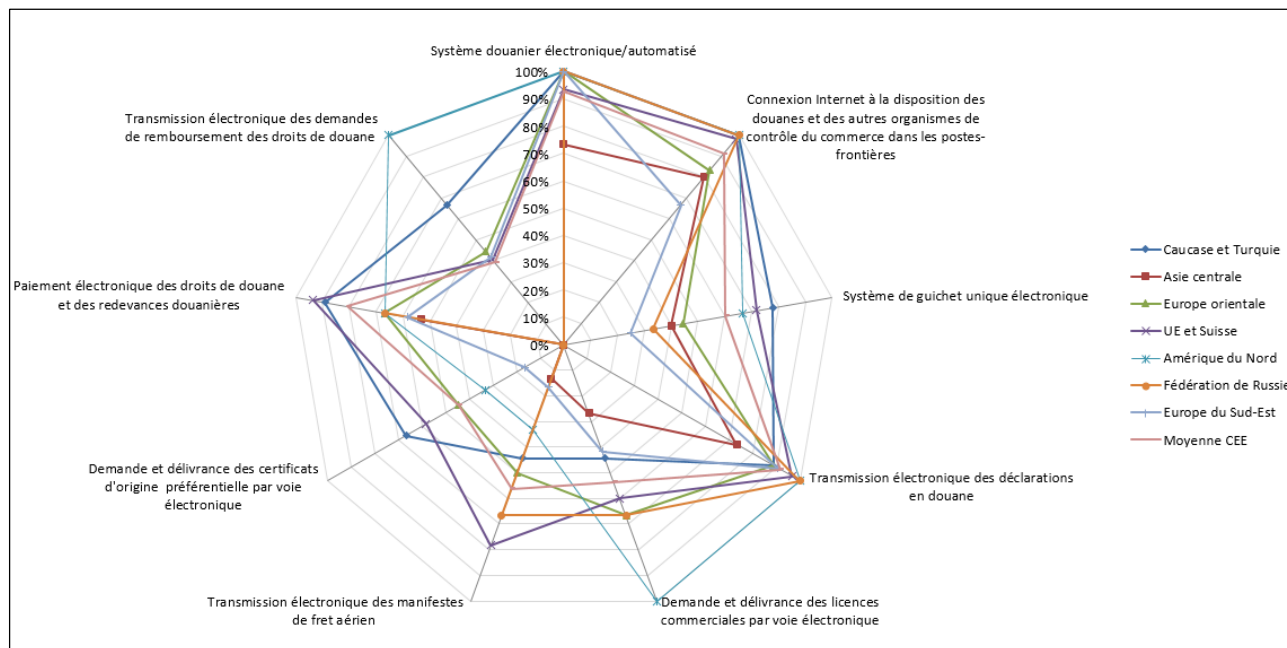
## D. Commerce sans papier

41. Les systèmes électroniques d'archivage, de transfert, de traitement et d'échange des informations commerciales et réglementaires relatives à l'importation et à l'exportation sont devenus un outil important de la gestion des flux d'information. Lorsqu'ils sont mis en œuvre efficacement, de tels systèmes permettent d'obtenir de précieux gains de temps et d'argent. La réussite dépend étroitement de la capacité qu'a le pays d'adapter les règlements régissant les signatures et les transactions électroniques aux nouvelles technologies de l'information (rapport Doing Business 2017 de la Banque mondiale). Les échanges de données commerciales et l'harmonisation des procédures commerciales sont d'importants fondements des communautés régionales et les systèmes d'échange de données informatisées peuvent faire partie des mesures facilitant la concrétisation des initiatives régionales d'intégration.

42. La catégorie Commerce sans papier concerne le niveau atteint dans la facilitation du commerce électronique et l'existence ou non à l'échelon national des systèmes et des dispositions d'appui nécessaires. Ainsi qu'il ressort de la figure XI, dans la région de la CEE, les niveaux d'application sont très variables selon les sous-régions et à l'intérieur d'une même sous-région. Les données recueillies montrent que les mesures ci-après ont les taux d'application les plus élevés : mise en place d'un système douanier électronique/automatisé, transmission électronique des déclarations en douane, connexion Internet à la disposition des douanes et des autres organismes de contrôle du commerce dans les postes frontière. Dans presque toutes les sous-régions, la mise en œuvre a été intégrale ou quasiment intégrale. Il convient de noter que dans la sous-région Caucase et Turquie, deux des mesures examinées ont été pleinement appliquées, tandis qu'une seule l'a été pleinement en Europe de l'Est et en Europe du Sud-Est.

Figure XI

**Application dans les sous-régions de la CEE des mesures de la catégorie Commerce sans papier (2017)**

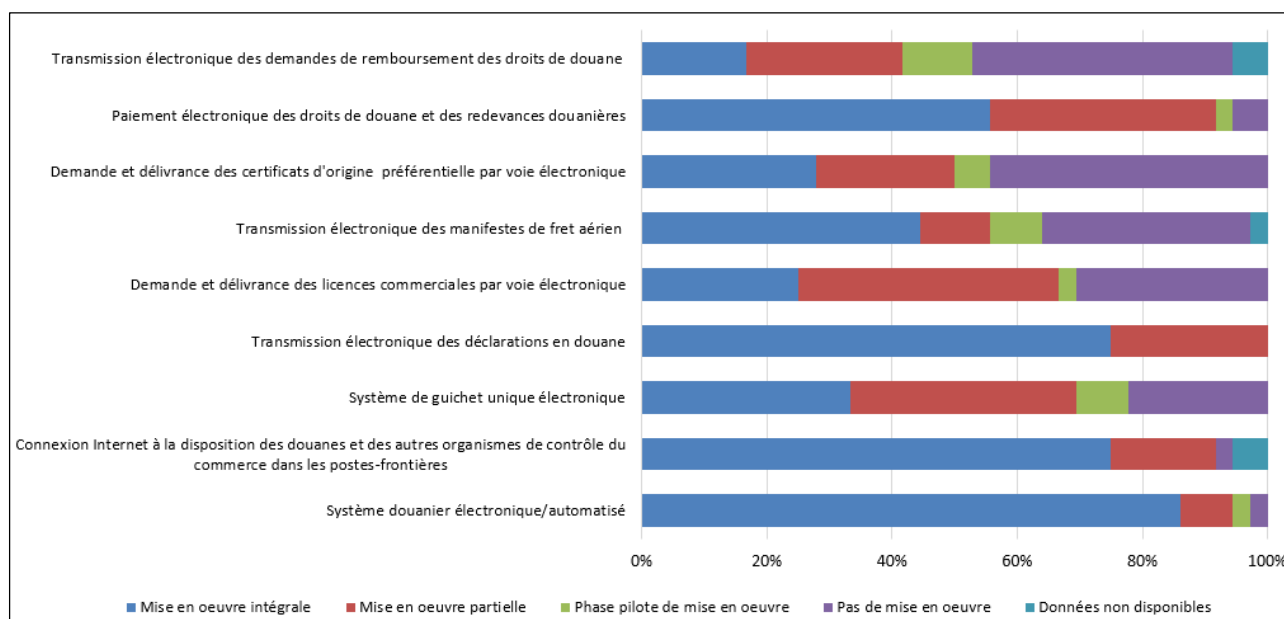


Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

43. Les mesures restantes font appel à des moyens techniques plus perfectionnés, ce qui explique qu'elles aient été adoptées par moins de pays. Il s'agit notamment du paiement électronique des droits de douane et des redevances douanières, ainsi que des modalités de demande et de délivrance des permis d'importation et d'exportation par voie électronique, dont la mise en œuvre progresse de façon satisfaisante dans toutes les sous-régions sauf l'Asie centrale. La mesure relative à l'établissement d'un système de guichet unique électronique est appliquée assez couramment, sauf en Europe du Sud-Est et dans la Fédération de Russie. Les mesures les moins appliquées sont la transmission électronique des demandes de remboursement des droits de douane et la demande et la délivrance des certificats d'origine préférentielle par voie électronique. En Asie centrale, dans la Fédération de Russie et en Europe du Sud-Est, des lacunes importantes devront être comblées pour que ces mesures soient pleinement mises en œuvre.

44. Le taux de mise en œuvre dans les différentes sous-régions est variable et le pourcentage de pays ayant pleinement ou partiellement appliqué les mesures regroupées dans la catégorie Commerce sans papier l'est aussi. Il est intéressant de constater que tous les pays ont pleinement ou partiellement mis en œuvre la transmission électronique des déclarations en douane. Plus de 90 % des pays ont mis en œuvre un certain nombre d'autres mesures, dont la mise en place d'un système douanier électronique/automatisé, la mise à disposition des douanes et des autres organismes de contrôle du commerce dans les postes frontière d'une connexion Internet, et le paiement électronique des droits de douane et des redevances douanières. Toutefois, à peine plus de 40 % des pays ont appliqué la mesure consistant à transmettre par voie électronique les demandes de remboursement des droits de douane, et moins de 50 % des pays celle consistant à demander et délivrer les certificats d'origine préférentielle par voie électronique (voir fig. XII).

Figure XII

**État de l'application des mesures de la catégorie Commerce sans papier (2017)**

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

## E. Commerce international sans papier

45. Cette catégorie comprend les mesures de pointe en matière de facilitation des transactions commerciales internationales sans papier. Deux de ces mesures, l'adoption de lois et de règlements régissant les transactions électroniques et l'émission par une autorité de certification reconnue de certificats numériques, posent des bases essentielles pour l'échange et la reconnaissance juridique des données et des documents commerciaux entre les acteurs du commerce, tant dans les pays que tout le long de la chaîne d'approvisionnement internationale. Les quatre autres mesures concernent la mise en œuvre de systèmes permettant d'échanger des données et des documents liés au commerce international par voie électronique afin de pouvoir se passer des documents papier.

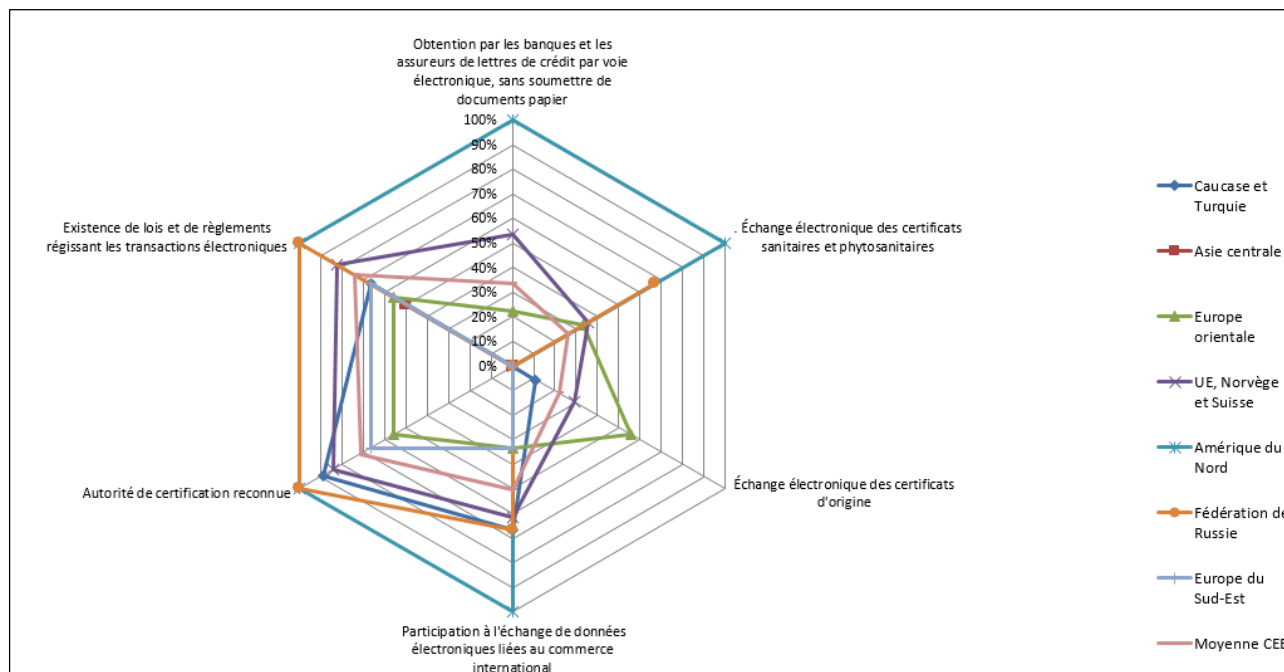
46. Comme il ressort de la figure XIII, la sous-région de l'Amérique du Nord se distingue par la pleine application de cinq des six mesures prévues dans la catégorie Commerce international sans papier, et la Fédération de Russie a appliqué pleinement les mesures relatives à l'existence de lois et de règlements régissant les transactions électroniques et à l'émission par une autorité de certification reconnue de certificats numériques. Toutefois, les résultats des pays dans cette catégorie sont en moyenne moindres que dans les autres catégories et, pour la plupart des mesures, le fossé entre pays développés et pays en développement est très important. Ce n'est pas surprenant compte tenu de la nature de ces mesures, qui nécessitent l'échange de données électroniques entre partenaires commerciaux.

47. Comme il ressort de la figure XIII, la Norvège, la Suisse, l'Union européenne et l'Amérique du Nord ont un taux d'application supérieur à la moyenne, laquelle est peu élevée. Les progrès réalisés par les États membres de l'Union européenne ont notamment été favorisés par l'adoption par l'Union d'une réglementation favorisant l'échange électronique des données commerciales et douanières, et par la normalisation et l'harmonisation croissantes des méthodes d'échange électronique des données. Dans cette sous-région, la soumission de documents papier n'est généralement pas nécessaire (sauf lorsqu'elle est exigée par les organismes de réglementation). Il n'est pas demandé de certificat d'origine dans le cadre des transactions commerciales réalisées à l'intérieur de l'Union européenne et la transmission du certificat sanitaire et phytosanitaire d'un organisme à un autre se fait souvent par voie électronique. Dans l'ensemble, le cadre juridique semble s'être renforcé dans de nombreuses sous-régions mais la mise en œuvre de mesures pratiques n'a pas autant progressé. Ainsi, dans tous les pays, la participation à

l'échange de données électroniques liées au commerce international, l'échange électronique des certificats d'origine et l'échange électronique des certificats sanitaires et phytosanitaires font partie des mesures les moins appliquées.

Figure XIII

**Application dans la région de la CEE des mesures de la catégorie Commerce international sans papier (2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

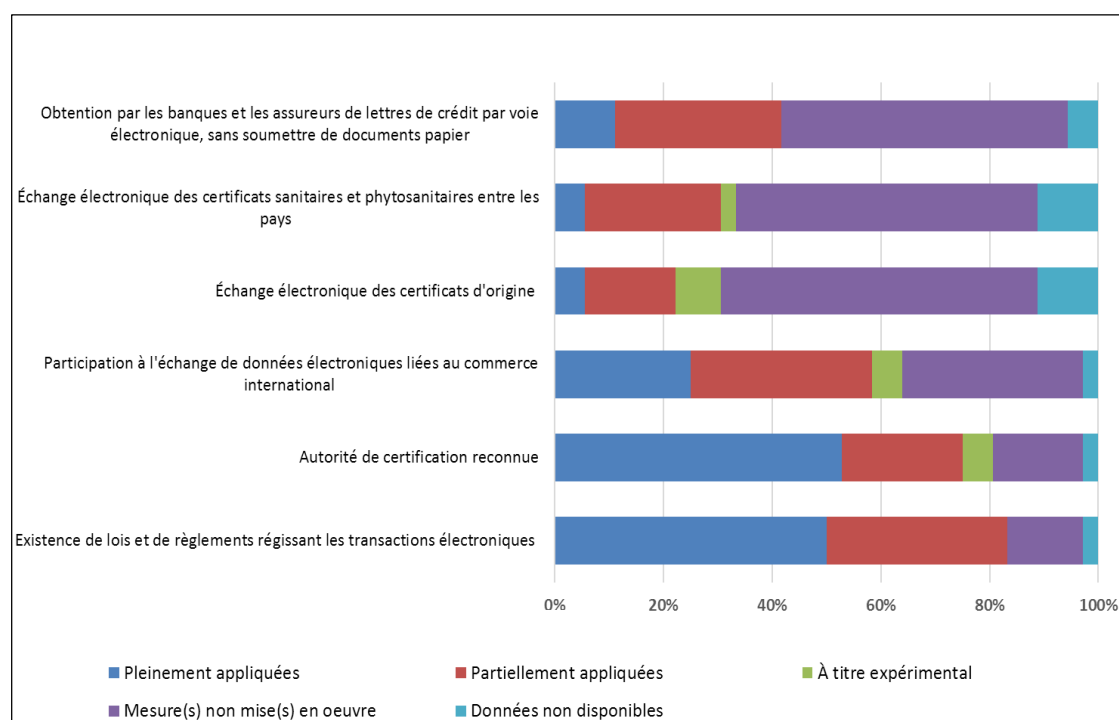
48. À l'inverse, aucune des mesures figurant dans cette catégorie, hormis l'adoption de lois et de règlements régissant les transactions électroniques, n'a été mise en œuvre dans la sous-région de l'Asie centrale. Cela laisse supposer qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre à titre prioritaire des mesures ciblées répondant aux besoins particuliers des pays.

49. L'analyse de la mise en œuvre de mesures particulières (voir fig. XIV) montre que plus de 80 % des pays de cette région affirment avoir adopté des lois et des règlements régissant les transactions électroniques et qu'environ 60 % des pays ont pris des mesures afin de participer à l'échange de données électroniques liées au commerce international. Toutefois, l'élaboration de ces cadres étant incomplète dans environ la moitié de ces pays, la situation pourrait ne pas être propice à la reconnaissance juridique des données et des documents communiqués d'un pays à l'autre par voie électronique.

50. Bien qu'il existe déjà des règlements et des systèmes électroniques permettant l'échange des données relatives aux transactions dans les États membres de l'Union européenne, les documents papiers continuent d'être exigés dans certains cas (notamment les biens périssables) pour les opérations commerciales avec des marchés extérieurs à l'Union européenne. Cela donne à penser qu'une harmonisation des différentes approches nationales et sous-régionales en matière de réglementation est nécessaire. En outre, si la plupart des États membres de l'Union européenne ont progressé vers la mise en place d'un commerce international sans papier, ceux qui ne sont pas membres de l'Union européenne doivent généralement intensifier les efforts qu'ils déploient à cette fin. Les deux mesures qui ont été adoptées par le plus petit nombre de pays sont l'échange électronique des certificats d'origine et l'échange électronique des certificats sanitaires et phytosanitaires, qui n'ont été pleinement ou partiellement appliquées que par environ un quart des pays.



Figure XIV

**État de l'application des mesures de la catégorie Commerce international sans papier (2017)**

Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

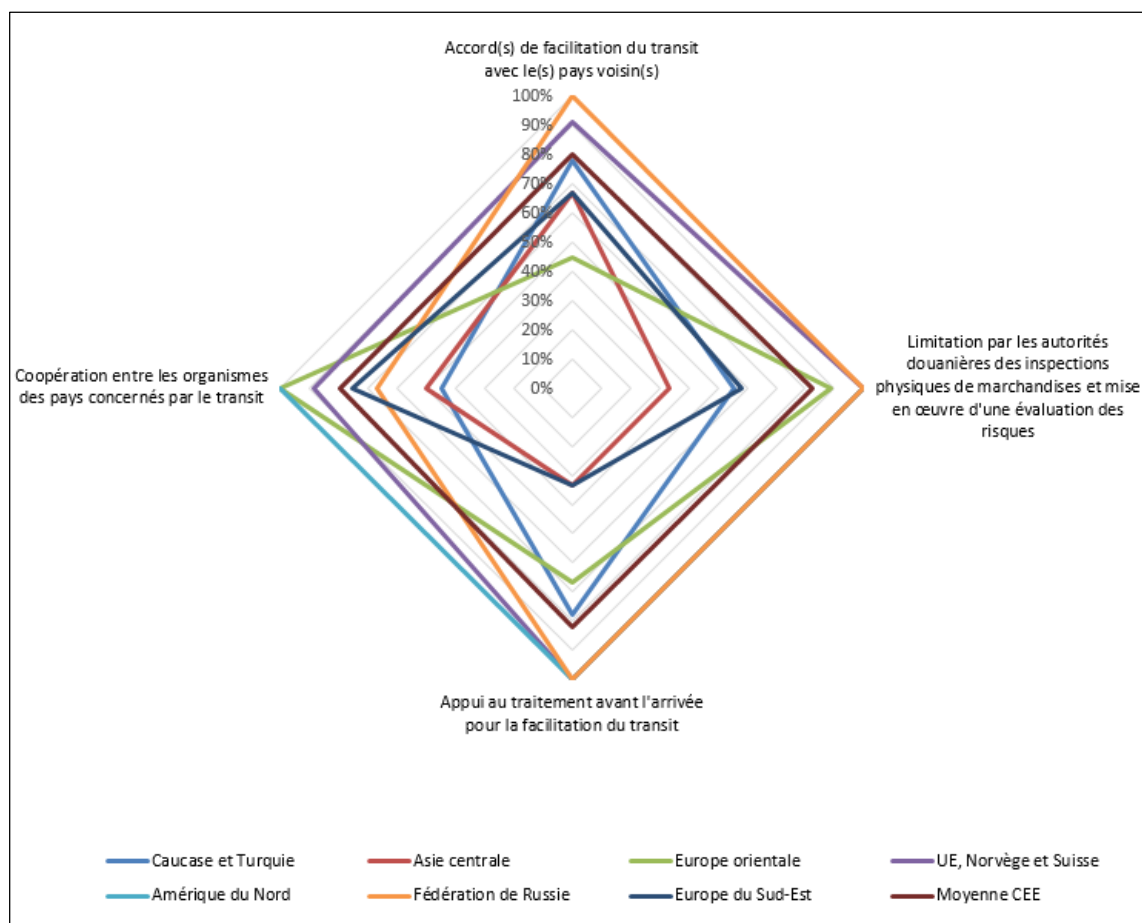
## F. Facilitation du transit

51. Le transit est un élément essentiel de la facilitation du commerce, en particulier dans le cas du commerce international. La catégorie Facilitation du transit prévoit notamment des accords de facilitation du transit avec les pays voisins et la limitation des inspections physiques de marchandises.

52. Comme le montre la figure XV, en moyenne, les mesures de cette catégorie sont largement appliquées. Celles intitulées « Limitation par les autorités douanières des inspections physiques de marchandises et mise en œuvre d'une évaluation des risques » et « Appui au traitement avant l'arrivée pour la facilitation du transit », qui viennent en tête, sont suivies de très près des mesures prévoyant des accords de facilitation du transit avec les pays voisins et une coopération entre les organismes des pays concernés par le transit. Dans le groupe composé de l'Union européenne, de la Norvège et de la Suisse, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Fédération de Russie, les deux premières dispositions sont pleinement appliquées. Parmi les régions en développement, l'Europe de l'Est et l'Europe du Sud-Est obtiennent de bons résultats avec des taux d'application de la mesure prévoyant une coopération entre les organismes des pays concernés par le transit qui sont respectivement de 100 % et de 75 %. La sous-région Caucase et Turquie atteint un taux de mise en œuvre de 78 % pour les mesures relatives aux accords de facilitation du transit avec les pays voisins et à l'appui au traitement avant l'arrivée pour la facilitation du transit. En Asie centrale, le taux d'application le plus élevé, 68 %, a été atteint pour cette dernière mesure. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire dans cette sous-région.

Figure XV

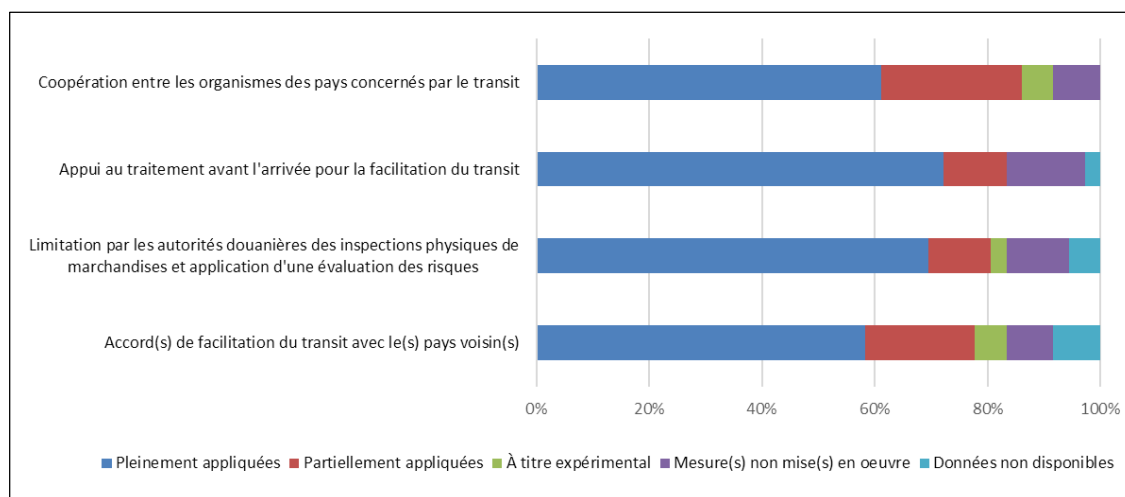
**Application dans les sous-régions de la CEE des mesures de la catégorie  
Facilitation du transit (2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

Figure XVI

**État de l'application des mesures de la catégorie Facilitation du transit (2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.



53. La figure XVI montre la part des pays correspondant à chaque niveau d'application des mesures de la catégorie Facilitation du transit. La majorité des pays ont bien progressé vers une pleine mise en œuvre de toutes les mesures. Environ 87 % des pays ont pleinement ou partiellement appliqué la mesure intitulée « Coopération entre les organismes des pays concernés par le transit ». Un pourcentage légèrement inférieur des pays (83 %) ont pleinement ou partiellement mis en œuvre la mesure intitulée « Appui au traitement avant l'arrivée pour la facilitation du transit », et 80 % et 77 % des pays ont pleinement ou partiellement appliqué les mesures intitulées « Limitation par les autorités douanières des inspections physiques de marchandises » et « Accords de facilitation du transit avec les pays voisins », respectivement.

## **G. Facilitation du commerce et inclusivité**

54. L'enquête de 2017 comprenait une nouvelle série de questions destinées à mesurer les efforts menés pour faire en sorte que les bienfaits de la facilitation du commerce soient plus largement partagés. Elles abordaient de nouvelles problématiques liées à la facilitation du commerce pour les petites et moyennes entreprises (PME), pour l'agriculture et pour les femmes qui participent au commerce.

55. Les lourdeurs administratives à la frontière affectent les PME de façon disproportionnée. Les démarches de facilitation du commerce visent à encourager cette catégorie d'entreprises à exporter, ce que l'écrasante majorité d'entre elles ne font pas. Cela peut à son tour soutenir la diversification des exportations, qui est essentielle pour de nombreux pays en transition de la région qui sont fortement tributaires de l'exportation de produits de base. En ce qui concerne les questions de genre, de multiples contraintes telles que l'accès limité aux actifs, les inégalités de salaire, les pratiques de tarification inégales en fonction du sexe et les impératifs de protection de la sûreté personnelle poussent souvent les femmes à prendre part au commerce transfrontières informel (avec tous les inconvénients que cela comporte). Compte tenu du rôle essentiel que les femmes jouent dans le commerce et doivent jouer pour qu'il y ait une croissance économique sans laissés-pour-compte (en particulier dans les pays en développement), il a été décidé d'étudier dans le cadre de l'enquête la prise de mesures de facilitation du commerce destinées à aider les femmes travaillant dans le commerce. S'agissant de la facilitation des échanges de produits agricoles (en particulier de denrées périssables), les règlements sanitaires et phytosanitaires sont d'une importance particulière, car bon nombre des contrôles y relatifs sont effectués aux frontières.

56. Environ les deux tiers des pays interrogés avaient pris des mesures relatives à la facilitation du commerce touchant aux produits agricoles, qu'elles soient appliquées pleinement, partiellement ou à titre expérimental. Un nombre légèrement inférieur de pays (un peu plus de 61 %) l'avaient fait en matière de facilitation du commerce concernant les PME, alors que 17 % avaient entrepris des initiatives en matière de facilitation du commerce destinées à soutenir les femmes. Quelques pays avaient un taux moyen de mise en œuvre de plus de 50 % pour toutes ces catégories, la Finlande montrant l'exemple avec un taux de 81 %. En raison du nombre limité de réponses obtenues concernant ces indicateurs, une analyse plus complète de cette section de données n'a pas pu être effectuée. Il ressort néanmoins des réponses reçues que, si quelques pays avaient entrepris des efforts ciblés visant à rendre plus inclusive la facilitation du commerce, il reste encore beaucoup à faire pour qu'une action plus ciblée soit menée dans ce domaine à l'échelle de l'ensemble de la région de la CEE.

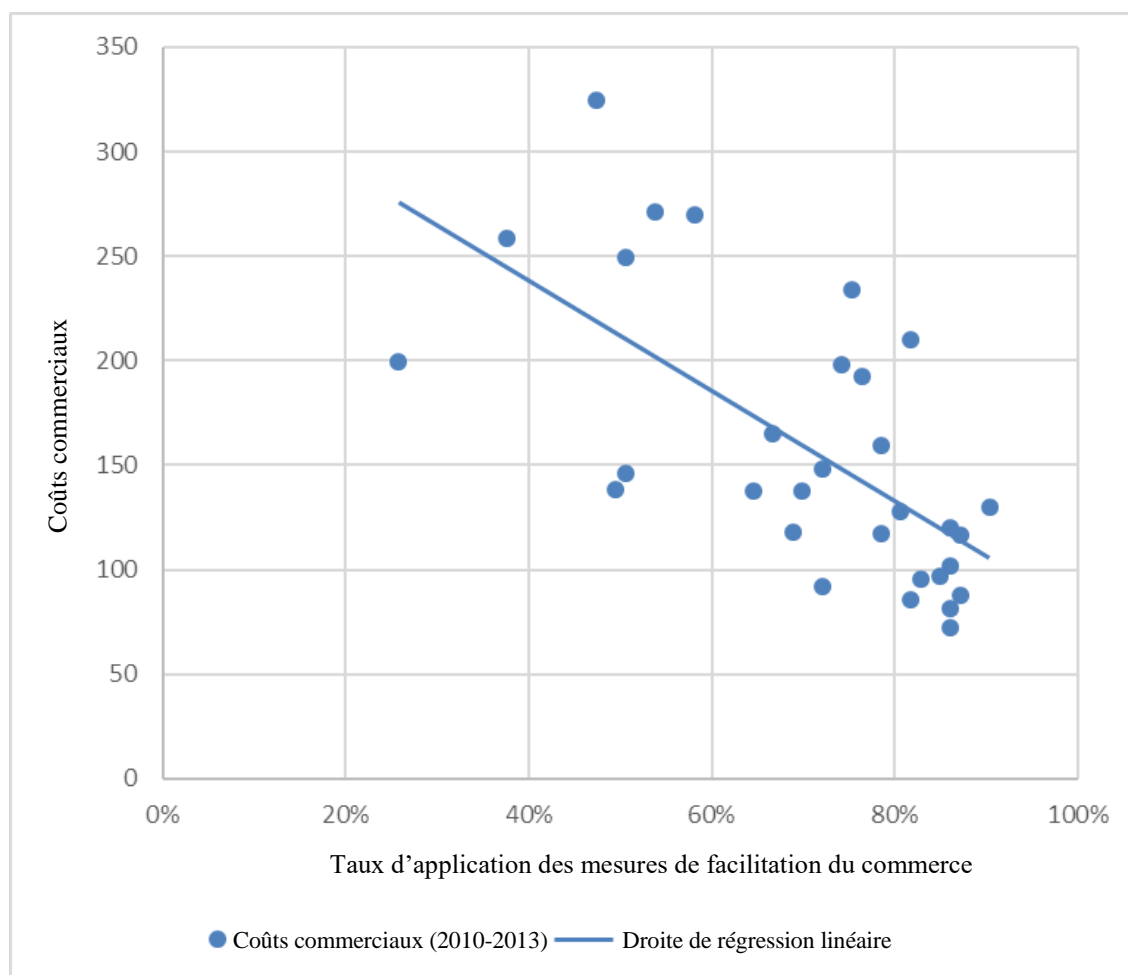
## **IV. Conclusions et perspectives**

57. On trouve dans le présent rapport des données sur la facilitation du commerce et la mise en œuvre du commerce sans papier dans 36 pays. L'enquête a porté sur l'application de mesures générales de facilitation du commerce (dont un grand nombre de celles qui figurent dans l'AFE), ainsi que de mesures visant à renforcer le commerce sans papier, de mesures adaptées spécifiquement aux PME, au secteur agricole et aux femmes qui participent au commerce.

58. Les résultats de l'enquête montrent qu'au cours des deux dernières années, la région de la CEE a progressé dans la facilitation du commerce transfrontières et la promotion du commerce électronique. Cela a contribué à une réduction des lourdeurs bureaucratiques et des coûts commerciaux. La figure XVII montre la corrélation négative entre le niveau d'application des mesures visées par l'enquête et les coûts commerciaux des échanges internationaux<sup>10</sup>.

Figure XVII

**Application des mesures de facilitation du commerce et coûts commerciaux**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

59. Le taux moyen régional d'application des mesures de facilitation du commerce dans les 36 pays de la CEE étudiés en 2017 est de 69 %, ce qui représente une augmentation par rapport à la moyenne de 62 % pour les 27 pays étudiés en 2015. Les résultats montrent que, dans l'ensemble, les pays les plus avancés économiquement de la région parviennent davantage que les petits pays ou les pays moins développés à simplifier leurs procédures commerciales – car il semble y avoir une corrélation positive entre le PIB par habitant et la facilitation du commerce. La révision récente du Code des douanes de l'Union européenne, le nouveau Code des douanes de l'Union eurasiatique et l'entrée en vigueur de l'AFE ont été relevés par les personnes interrogées comme étant des facteurs importants ayant contribué à cette tendance positive.

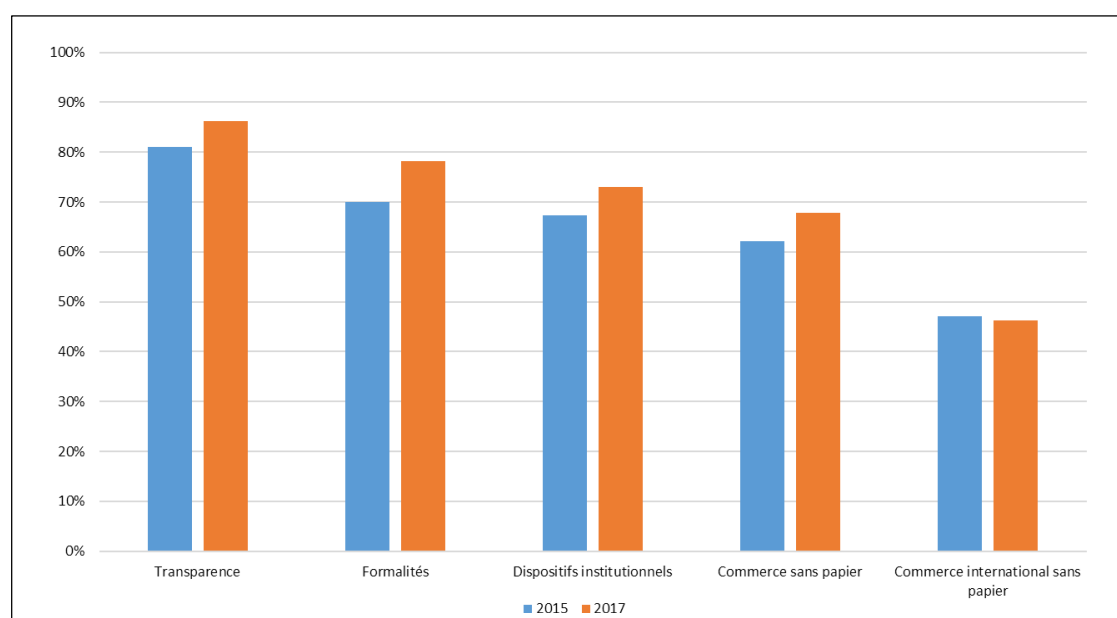
<sup>10</sup> Une simple régression linéaire des coûts commerciaux par rapport à l'application des mesures de facilitation du commerce – estimée par la méthode des moindres carrés ordinaires – montre que le niveau atteint dans l'application des mesures de facilitation du commerce explique environ 48 % de la variation des coûts commerciaux.

60. Si l'on examine de plus près les mesures de facilitation du commerce, on constate que celles relatives à la transparence semblent être les plus appliquées, avec un taux d'application moyen de 86 %, en hausse par rapport au taux de 80 % enregistré en 2015. Elles comprennent en effet deux mesures qui ont un très fort taux d'application (89 %), à savoir la mise en place d'un mécanisme d'appel indépendant et la publication sur Internet de la réglementation en vigueur en matière d'import-export. Le taux moyen d'application pour la catégorie Formalités est d'environ 78 %, également en hausse par rapport au taux moyen de 70 % enregistré en 2015. Parmi les mesures relevant de cette catégorie, la gestion des risques a le plus fort taux d'application, 90 %, tandis que le calcul et la publication des délais moyens de mainlevée est la mesure la moins appliquée, avec un taux de 44 %.

61. La catégorie Dispositifs institutionnels, qui comprend la création de comités nationaux de facilitation du commerce, présente un taux d'application moyen de 73 %, contre 67 % en 2015. Pour la catégorie Commerce sans papier, le taux d'application est passé de 62 % en 2015 à 69 % en 2017. La catégorie Commerce international sans papier présente le plus faible taux moyen d'application à l'échelon régional (46 %).

Figure XVIII

**Taux moyen d'application des mesures relatives à la facilitation du commerce et au commerce sans papier (2015 et 2017)**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

62. Les progrès sont toutefois inégaux selon les pays et les sous-régions, et l'application des mesures de facilitation du commerce semble relativement hétérogène. Les pays les plus avancés sur le plan économique, qui représentent un tiers des pays interrogés (et sont principalement des pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord) atteignent un niveau d'application de 80 %. Parmi ces pays figurent ceux qui atteignent les meilleures performances au niveau mondial, notamment les Pays-Bas, avec 94 % d'application. Les pays à revenu intermédiaire (qui représentent près d'un tiers des pays interrogés) ont un taux d'application de 60 %, tandis que les pays moins avancés (principalement d'Europe du Sud-Est et d'Asie centrale) n'atteignent pas les 50 %.

63. Le degré d'application des mesures de facilitation du commerce varie, même au sein de groupements sous-régionaux. Par exemple, parmi les pays d'Europe du Sud-Est, les taux d'application les plus élevés et les plus faibles sont d'environ 83 % et 41 % ; et deux pays membres du groupe « Union européenne, Norvège et Suisse », Malte et la Hongrie, ont respectivement des taux d'application de 47 % et 52 %.

64. L'enquête portait sur toutes les dispositions de l'AFE, ainsi que sur des mesures de renforcement des systèmes de commerce dématérialisé qui pourraient à terme conduire à l'utilisation exclusive de données électroniques. La section portant sur l'inclusivité de la

facilitation du commerce, qui figure pour la première fois dans le rapport régional de la CEE, comprenait des questions relatives aux thématiques intitulées « Facilitation du commerce et PME », « Facilitation du commerce et agriculture » et « Participation des femmes à la facilitation du commerce ».

65. En ce qui concerne la catégorie Mesures relatives à l'inclusivité, l'enquête a montré que les mesures relevant des thématiques intitulées « Facilitation du commerce et agriculture » et « Facilitation du commerce et PME » ont été appliquées – pleinement, partiellement ou à titre expérimental – par plus de 67 % et 61 % des pays, respectivement. Comparés à ces deux catégories, les taux d'application des mesures de facilitation du commerce pour les femmes étaient extrêmement faibles. En outre, au cours de la collecte de données, il s'est souvent avéré que les répondants n'avaient pas entendu parler de ces mesures et ne pouvaient donc pas fournir de renseignements détaillés à leur sujet. C'est ce qui explique l'absence de données pour certains des pays interrogés. Ces résultats montrent que les pays doivent redoubler d'efforts pour rendre plus inclusives les démarches de facilitation du commerce.

66. En conclusion, le taux d'application moyen au niveau régional, d'environ 69 %, était supérieur à la moyenne mondiale actuelle (de 60 %) <sup>11</sup> et marque une évolution positive depuis 2015. Toutefois, si le groupement « Amérique du Nord, Union européenne et Suisse » se situe bien au-dessus de la moyenne régionale, toutes les sous-régions ont des progrès à faire – notamment en ce qui concerne le commerce sans papier et les mesures relatives aux échanges internationaux sans papier. L'enquête révèle que les mesures nationales de commerce sans papier ont des taux d'application relativement plus élevés que celles relatives au commerce international sans papier. Cela souligne la nécessité de renforcer la collaboration entre les pays en vue d'accroître l'échange électronique de données relatives au commerce et de prendre des mesures appropriées pour simplifier les procédures réglementaires et commerciales au moyen de cadres juridiques appropriés. À cette fin, l'élaboration d'un accord-cadre régional sur le commerce électronique serait une étape importante vers l'exploitation de l'énorme potentiel de la numérisation, le renforcement de l'action au niveau national et la réduction plus avant des coûts commerciaux. Il importe en outre de noter que plus de 40 recommandations et 440 normes pour l'échange électronique d'informations (comme les recommandations sur la mise en œuvre du guichet unique et la norme EDIFACT/ONU pour l'échange électronique de données commerciales, élaborées par la CEE par l'intermédiaire du CEFACT-ONU) peuvent être utilisées pour combler les lacunes dans le commerce sans papier – non seulement dans la région de la CEE, mais aussi dans le monde entier.

67. En fait, la figure XIX montre que la facilitation du commerce est un processus graduel, fondé sur les ensembles de mesures visés par l'enquête, et donne un aperçu des résultats de chaque sous-région dans les différents domaines. La facilitation du commerce commence par la mise en place des dispositifs institutionnels nécessaires pour hiérarchiser et coordonner la mise en œuvre de l'action de réforme de la facilitation du commerce.

68. La prochaine étape consistera à rendre les procédures commerciales plus transparentes en diffusant aussi largement que possible l'information sur les lois, les règlements et les procédures en vigueur et en consultant les principales parties prenantes afin de collaborer avec elles à l'élaboration de nouvelles modalités. L'étape suivante portera sur la conception et la mise en œuvre de formalités commerciales plus simples et plus efficaces.

69. Après refonte et rationalisation, les nouvelles procédures et modalités régissant les échanges commerciaux peuvent être mises en œuvre sur la base de documents papier, puis perfectionnées en y appliquant des solutions informatiques et en mettant au point des systèmes d'échange sans papier. Les résultats de l'enquête devraient s'avérer encourageants pour les pays participants lorsqu'ils chercheront à se fixer des objectifs s'agissant de réduire les coûts commerciaux, d'adopter de bonnes pratiques et d'assurer la coordination tant au niveau national que sur le plan international.

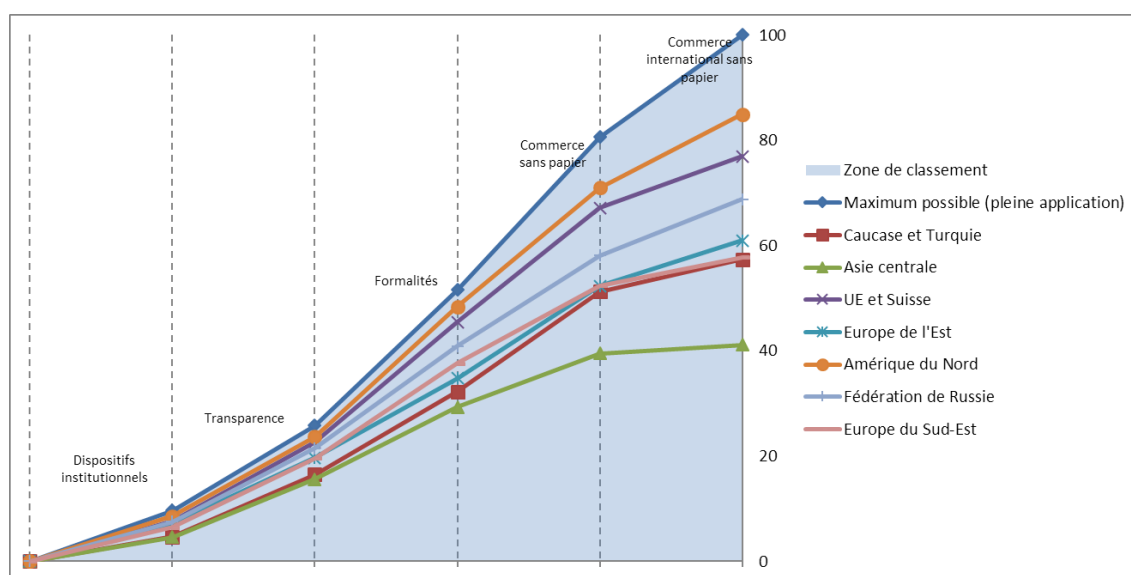
<sup>11</sup> Voir l'édition 2017 de l'Enquête mondiale de l'ONU sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

70. Les personnes interrogées ont cité l'insuffisance des ressources humaines et le manque de coordination entre les organismes publics parmi les principales difficultés rencontrées par leurs pays dans l'application de mesures de facilitation du commerce. Cela laisse à penser que le renforcement des capacités et l'assistance technique sont tout aussi nécessaires que l'aide financière pour l'application de certaines mesures. Deux guides de la CEE, le Guide pour l'élaboration d'une feuille de route nationale sur la facilitation du commerce et le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce, contiennent par exemple des orientations utiles à cet égard.

71. Les résultats de l'enquête mettent aussi en exergue le fait que certains pays de la région rencontrent des problèmes institutionnels liés à l'absence de définition claire d'un organisme chef de file. Dans ce contexte, il est essentiel d'apporter tout le soin voulu à la conception des comités nationaux de facilitation du commerce, afin que la volonté politique soit maintenue au plus haut niveau, qu'une coopération efficace s'établisse entre toutes les principales parties prenantes et que la participation effective du secteur privé soit encouragée.

Figure XIX

**L'ascension de l'échelle de la facilitation du commerce, vers la fluidité des chaînes d'approvisionnement internationales**



Source : Enquête mondiale 2017 sur la facilitation du commerce et le commerce sans papier.

Note : La figure montre les taux cumulés d'application des mesures de facilitation du commerce pour les sous-régions de la CEE en ce qui concerne les cinq catégories de mesures couvertes par l'enquête. Les taux reposent sur la moyenne non pondérée des 31 mesures de facilitation du commerce, mais le nombre de mesures varie d'une catégorie à l'autre. Le taux de 100 correspond à une pleine application de toutes les mesures.

72. Ceci a directement trait à l'application du paragraphe 2 de l'article 23 de l'AFE, qui concerne les dispositifs institutionnels, pour laquelle les recommandations 4 et 40 de la CEE, portant respectivement sur les organismes nationaux de facilitation du commerce et sur les méthodes de consultation, sont deux textes de référence essentiels. Il est aussi recommandé de suivre et d'évaluer régulièrement les travaux de ces comités, afin d'apporter les ajustements nécessaires à mesure que les pays commencent à mettre en œuvre l'AFE et continuent à mener d'autres réformes visant à faciliter le commerce. La recommandation de la CEE récemment adoptée, élaborée en collaboration avec la CESAP, décrit les étapes à suivre pour la mise en place de mécanismes nationaux de surveillance de la facilitation du commerce et des transports, permettant de mesurer et d'évaluer les progrès, et d'aider à l'élaboration des politiques publiques et d'efforts de modernisation.

73. Les décideurs qui élaborent des stratégies pour la réalisation des objectifs de développement durable définis par l'ONU dans le cadre du Programme 2030 devraient garder à l'esprit que bon nombre des mesures de facilitation du commerce peuvent aussi être très utiles pour atteindre certaines des cibles arrêtées au titre des objectifs, notamment celles relevant de l'objectif 17, relatives aux partenariats pour un développement durable, et

de l'objectif 8, concernant une croissance partagée. Les obligations et l'appui international qui découlent de l'AFE sont l'occasion de procéder à des réformes qui rendent les activités économiques plus transparentes et aident les acteurs des échanges commerciaux, en particulier les petits entrepreneurs et les entreprises commerciales dirigées par des femmes, à entrer dans le secteur formel.

## Annexe I

## Définitions des niveaux d'application des mesures

Niveau d'application	Code correspondant
<p><b>Mesure pleinement appliquée</b> : La mesure de facilitation du commerce est appliquée de façon pleinement conforme aux normes internationales communément admises ainsi qu'aux recommandations et conventions en vigueur, notamment la Convention de Kyoto révisée, les recommandations du CEFACT-ONU ou l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC ; elle est appliquée dans la législation et dans la pratique ; elle est accessible à pratiquement toutes les parties prenantes concernées au niveau national et soutenue par un cadre juridique et institutionnel adéquat, ainsi que par des ressources suffisantes en matière d'infrastructure comme de moyens financiers et humains.</p>	3
<p><b>Mesure partiellement appliquée</b> : On considère qu'une mesure n'est que partiellement appliquée si l'une au moins des conditions ci-après est remplie : 1) la mesure de facilitation du commerce n'est pas pleinement conforme aux normes internationales communément admises ou aux recommandations et conventions en vigueur ; 2) elle est encore en cours d'application par le pays ; 3) elle est appliquée d'une manière qui n'est pas viable à long terme ou elle est appliquée à court terme ou de façon ponctuelle ; 4) elle n'est pas appliquée dans tous les lieux visés (comme les principaux postes frontière) ; ou 5) toutes les parties prenantes ciblées ne sont pas à même d'en bénéficier pleinement.</p>	2
<p><b>Mesure appliquée à titre expérimental</b> : Une mesure est appliquée à titre expérimental si elle répond aux caractéristiques générales d'une application partielle mais seul un très petit sous-ensemble des parties prenantes prévues peut en bénéficier, elle n'est disponible que dans une fraction très limitée des lieux prévus, ou elle est mise en œuvre en tant que projet pilote. Lorsqu'une nouvelle mesure de facilitation du commerce est en phase d'application à titre expérimental, les modalités précédentes restent souvent en vigueur en parallèle, pour garantir la fourniture des services au cas où la nouvelle mesure provoquerait des perturbations. La phase expérimentale comprend également les répétitions et les préparatifs pour la pleine application.</p>	1
<p><b>Mesure non appliquée</b> : Signifie simplement qu'une mesure de facilitation du commerce n'a pas été appliquée. Toutefois, le classement à ce niveau n'exclut pas que des initiatives ou travaux soient en cours en vue de l'application de la mesure. Par exemple, cette phase peut comprendre la réalisation d'une étude de faisabilité (ou des travaux préalables à celle-ci) et la planification de l'application, ainsi que des consultations avec les parties prenantes.</p>	0

## Annexe II

## Pays couverts par l'enquête (2017 et 2015)

Groupements de pays	Pays	Enquête de 2015
<b>Caucase et Turquie</b>	Arménie	x
	Azerbaïdjan	x
	Turquie	x
<b>Asie centrale</b>	Kazakhstan	x
	Kirghizistan	x
	Ouzbékistan	x
	Tadjikistan	x
<b>Europe de l'Est</b>	Bélarus	
	Moldova	
	Ukraine	x
<b>Union européenne, Norvège et Suisse</b>	Allemagne	x
	Autriche	x
	Belgique	x
	Bulgarie	x
	Croatie	x
	Espagne	x
	Estonie	
	Finlande	x
	France	x
	Grèce	x
	Hongrie	x
	Irlande	x
	Italie	x
	Malte	
	Norvège	
	Pays-Bas	x
	Portugal	x
	Royaume-Uni	
	Suède	x
	Suisse	x
<b>Amérique du Nord</b>	Canada	
<b>Fédération de Russie</b>	Fédération de Russie	x



Groupements de pays	Pays	Enquête de 2015
<b>Europe du Sud-Est</b>	Albanie	
	Ex-République yougoslave de Macédoine	
	Monténégro	x
	Serbie	x

**Pays en développement sans littoral** : Arménie, Azerbaïdjan, ex-République yougoslave de Macédoine, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan et Tadjikistan.

## Références

- Banque mondiale (2017), rapport « Doing Business », disponible à l'adresse : <http://francais.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2018>.
- CEE (2015), Enquête sur l'application des mesures de facilitation du commerce et de commerce dématérialisé, Europe et Asie centrale, 2015, rapport disponible à l'adresse : <http://www.unece.org/tradewelcome/outreach-and-support-for-trade-facilitation/global-survey-on-trade-facilitation-and-paperless-trade.html>.
- Comité national des douanes de la République du Bélarus, renseignements à l'adresse : <http://www.customs.gov.by>.
- Commission européenne (2010), fiche projet n° 14 : « Systematic Electronic Exchange of Data (SEED) in the Western Balkans », <https://ec.europa.eu>.
- Ministère de la société de l'information et de l'administration de l'ex-République yougoslave de Macédoine : ENER – Nouveau mécanisme de dialogue entre les secteurs public et privé, renseignements à l'adresse : <http://www.mio.gov.mk>.
- OCDE, Indicateurs sur la facilitation des échanges, disponibles à l'adresse : <https://www.oecd.org/fr/echanges/facilitation/indicateurssurlafacilitationdesechanges.htm>.
- Organisation mondiale du commerce, Accord sur la Facilitation des échanges, disponible à l'adresse : [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tradfa\\_f/tradfa\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/tradfa_f/tradfa_f.htm).
-